

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2017
Perspectives 2018

N° 487
18 €

Économie de l'élevage



Approvisionnement record en 2017. Au défi de l'équilibre en 2018.

- PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE - Une dynamique retrouvée au 2nd semestre
- FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS - Un marché qui arrive à maturité mais des relais de diversification
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus stables chez les spécialisés

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Benoît BARON, Nicole BOSSIS, Philippe CHOTTEAU, Benoît RUBIN, Gérard YOU

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Catherine DE BOISSIEU, Laura ETIENNE, Christine GUINAMARD

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA 42), Jean-Claude Baup (CA 32), Sébastien Bessonnet (CA 17), Aurélie Blachon (CA 31), Coline Bossis (CA 86), Françoise Bouillon (CA 48), Michèle Bulot-Langlois (CA 84), Sophie Cadet (CA 38), Pascale Clerc (CA 06), Henriette Coursange (Syndicat caprin des Hautes Alpes), Camille Delaporte (CA 47), Vincent Desbos (Contrôle laitier 07), Charles Drouot (Asseldor 24), Jean-Pierre Dugat (CA 33), Anne Eyme-Gundlach (CA 26), Benoît Foison (CA 41), Pauline Gauthier (CA 16), Josine Giraud (CA 04),

Lola Jouan (Alysé), Karine Lazard (CA 18), Leila Le Caro (CA 35), Agnès Liard (CA 69), Vincent Lictévout (Touraine Conseil Elevage), Jean Bernard Mis (CA 81), Claudine Murat (CA 12), Christel Nayet (CA 26), Jean Luc Nigoul (CA 71), Séverine Pastorelli (CA 83), Florence Piedhault (CA 36), Bernard Poupin (Atlantic Conseil Elevage), Aurore Raynal (Syndicat de contrôle de performance 30-34), Angélique Roué (CA 79), Jean Claude Schoeffel (CA 46), Audrey Seigner (CA 13), Laurent Vinet (CA 49).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, Confédération Nationale des Éleveurs

Approvisionnement record en 2017, Au défi de l'équilibre en 2018.

Si l'année caprine 2017 s'est révélée atypique en de nombreux points, c'est sans nul doute l'envolée des importations de lait de chèvre et de caillé congelé qui marque le plus. Elles ont permis aux transformateurs de reconstituer les stocks de report, au plus bas début 2017, et de pallier le manque de dynamisme de la collecte nationale face à une demande bien orientée notamment grâce au développement des ultra-frais à base de lait de chèvre.

Les éleveurs français ont certes bénéficié d'une conjoncture caprine plutôt favorable, mais les médiocres fourrages récoltés en 2016 ont pénalisé la production laitière de nombreux élevages.

Le repli de la collecte avait été entamé dès la fin d'année 2016 du fait des fourrages de moindre qualité récoltés au printemps 2016. Le déficit hydrique de l'hiver 2016/2017 puis l'arrivée tardive du printemps ont perturbé la collecte tout au long du 1^{er} semestre. À partir de juillet, la collecte a cependant nettement redémarré, à tel point qu'elle a établi un nouveau record sur le dernier trimestre, approchant alors les 96 Ml.

Le difficile renouvellement des générations est une raison plus structurelle qui peut expliquer la reprise plutôt poussive de la production laitière, même si les principaux collecteurs font de l'installation une priorité.

Toutefois l'augmentation du cheptel constatée en fin d'année (mais avec un nombre d'exploitations toujours en baisse) laisse envisager une croissance de la collecte en 2018. Le marché des fromages de chèvre reste dynamique, comme celui des produits de diversification (laits conditionnés et ultrafrais), mais il reviendra aux opérateurs de la filière de trouver un équilibre pour l'approvisionnement des outils de transformation. En effet, alors que les stocks sont remontés à des niveaux élevés en fin d'année, les croissances connues en Espagne et aux Pays-Bas devraient se poursuivre en 2018.

Une fois encore, le pilotage de la ressource laitière devra donc être une priorité pour ne pas bouleverser tous les équilibres du marché intérieur, maintenir la bonne santé économique de la filière et ainsi d'en améliorer l'attractivité pour de nouveaux éleveurs.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

Conditions de production, offre,
demande, prix... tous les événements
qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION LAIT ET VIANDE

Une dynamique retrouvée au 2nd semestre

14/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Livreurs spécialisés de plaine
- Livreurs spécialisés du Sud-Est
- Livreurs et cultures de vente
- Livreurs et bovins viande
- Fromagers Sud Méditerranée
- Fromagers autres régions

22/ FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Un marché qui arrive à maturité mais des relais
de diversification

27/ BILAN ET PERSPECTIVES

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

HIVER

À 726 € /1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 7 € /2016 au 1^{er} trimestre;



« Laiteries cherchent éleveurs »

Alors que l'étiquetage de l'origine du lait devient obligatoire à partir du 1^{er} janvier, les laiteries veulent attirer de nouveaux producteurs. Elles leur proposent des bonus et des prix garantis afin d'approvisionner un marché dynamique avec du lait « origine France »;



La collecte à la peine

La collecte peine à décoller au 1^{er} trimestre où elle n'atteint pas tout à fait 99,5 Ml (-6 %/ 2016), retombant à un niveau légèrement inférieur à ceux de 2014 et 2015, et le plus bas connu depuis 2006 ! La qualité des fourrages 2016 en est la principale cause. Les importations viennent en renfort (+29% / 2016).



Deuxième campagne pour « Oh du chevreau ! »

Du 1^{er} au 25 mars, Interbev Caprins reconduit l'opération « Oh du chevreau ! ».

Cette campagne de promotion, menée dans les GMS, vise à favoriser la consommation de viande de chevreau en dehors des périodes traditionnelles que sont Noël et Pâques. Elle veut aussi faire connaître cette viande au-delà de ses bassins traditionnels de consommation.

873 points de vente ont participé à l'opération contre 641 en 2016.



Un printemps sec

Après un hiver relativement sec et chaud, le printemps tarde à démarrer avec un mois d'avril relativement frais. Dans les principaux départements de production caprine, Deux-Sèvres et Vendée en tête, les récoltes du printemps, réalisées précocement, sont quantitativement faibles. Les transitions alimentaires sont rendues difficiles par les alternances chaud/froid et affectent la composition du lait de chèvre.

PRINTEMPS

À 625€/1 000 litres, le prix du lait de chèvre progresse de 3€/2016 au 2^{ème} trimestre.



Viande caprine

Conséquence d'une fête de Pâques tardive (17 avril), les sorties de chevreaux se sont décalées sur le mois d'avril par rapport aux deux années précédentes. Fin avril, les abattages de chevreaux CVJA accusent malgré tout un retard d'environ 2% par rapport à 2016.



Du mouvement côté espagnol

Habituellement plus dynamique que la collecte française au 1^{er} semestre, la collecte espagnole continue sa croissance pour atteindre près de 272 Ml en cumul fin juin, une avance conséquente par rapport à la filière française (+22 Ml contre + 10 Ml à la même période en 2016). La dynamique laitière espagnole n'échappe pas au groupe laitier suisse Emmi qui renforce son positionnement sur le marché du lait de chèvre en acquérant 80% du groupe andalou *Lacteos Caprinos*.



La collecte redémarre lentement

La collecte printanière se tient mieux et permet de limiter le recours aux importations (+6% /2016). Fin juin, elle s'établit à 249 Ml, en recul de 4% /2016 (-10,5 Ml) mais en légère croissance par rapport à 2015.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

ÉTÉ

À 680€ /1 000 litres, le prix du lait de chèvre progresse de 7€ /2016 au 3^{ème} trimestre.



Lancement des EGA

Le 20 juillet, lancement des États Généraux de l'Alimentation dont l'ambition est de relancer la création de valeur dans les filières agricoles et d'en assurer l'équitable répartition.



Retour à la normale pour les céréales

Après une année 2016 particulièrement noire pour les productions céréalières, l'année 2017 marque un retour à la normale. Dans la plupart des régions les rendements ont été « standards » et la qualité des grains bien supérieure à celle de 2016.



Rebond estival de la collecte... et des importations

La collecte repart à la hausse au cours de l'été. Sur le 3^{ème} trimestre, elle s'établit à 120 Ml après avoir stagné à 117 Ml depuis 2013. Fin septembre, le cumul s'établit à 369,5 Ml et le retard par rapport à 2016 n'est plus que de 2 % (un peu moins de 8 Ml). Malgré la hausse de collecte, les importations augmentent de nouveau très fortement (+25 % /2016).



La collecte finit l'année en beauté

Le rebond de la collecte se généralise à l'ensemble des grandes régions et elle atteint presque les 96 Ml sur le trimestre (+5% / 2016), établissant un record pour la période. La composition du lait connaît cependant quelques soubresauts avec une forte dégradation sur le mois d'octobre.

AUTOMNE

À 830 € / 1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de 6€ /2016 au 4^{ème} trimestre.



Remontée des stocks

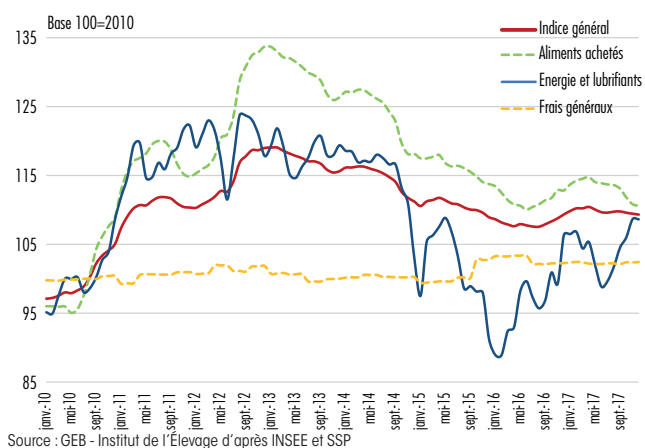
Conséquence des hausses des importations et du rebond de collecte, les stocks de produits de report remontent fortement en fin d'année.



La filière présente son plan de développement

Dans le cadre des États Généraux de l'Alimentation, les acteurs des filières lait et viande de chèvre présentent un « Plan de filière » commun au Ministre de l'agriculture. Les adaptations aux nouvelles attentes sociétales, le défi du renouvellement des générations et celui de la valorisation de la viande caprine y sont notamment mis en avant.

L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE : DES CHARGES D'ÉLEVAGE EN LÉGÈRE HAUSSE



L'IPAMPA Lait de chèvre : des charges d'élevage en légère hausse

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA Lait de chèvre mesure l'évolution du prix d'un panier de charges spécifique aux exploitations caprines.

En 2017, la hausse des prix payés aux producteurs (+1,0% /2016) s'est accompagnée d'une légère hausse des charges en élevage (+1,6%), contrairement à ce qui avait été observé les deux années précédentes où seuls les prix augmentaient. Sur l'année, l'IPAMPA Lait de chèvre s'est ainsi établi à 109,8, (base 100 = 2010), ce qui reste toutefois inférieur au niveau de 2015 (110,6).

La hausse est principalement imputable à celle de l'aliment acheté (43% des charges en élevage caprin) et celle de l'énergie.

2

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE

Une dynamique retrouvée au 2nd semestre

En 2017, la production de lait de chèvre a peiné à décoller malgré des signaux économiques toujours au vert. Après un 1^{er} semestre en net recul par rapport à 2016 (livraisons en retrait de 4% fin juin), la tendance s'est ensuite inversée avec une forte croissance au 2nd semestre (+3,5% /2016) qui s'est même soldée par un record de collecte sur le dernier trimestre. Pour autant, ce rebond n'a pas été suffisant pour satisfaire les besoins des transformateurs. La démographie pèse encore sur la production. L'enquête cheptel de novembre semble confirmer la reprise de production amorcée en 2017, avec des effectifs de chèvres et de chevrettes en hausse.

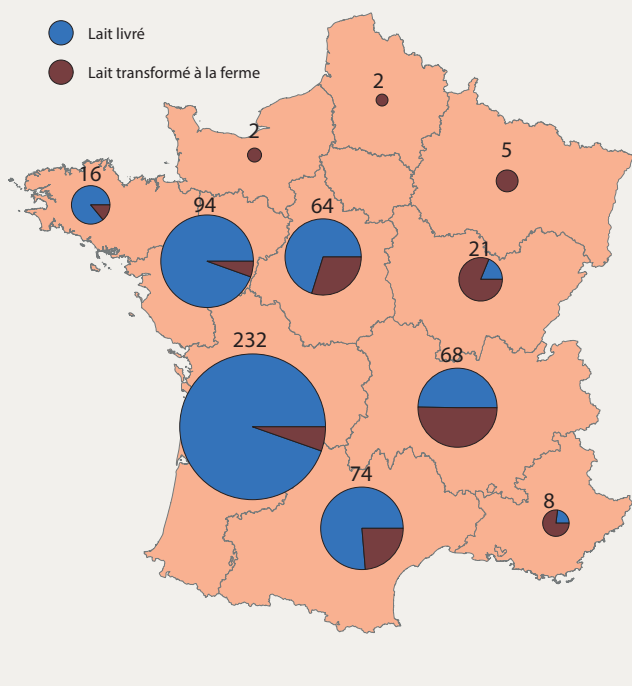


595 millions de litres

C'est la production de lait de chèvre en France en 2017.

PRODUCTION

LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2017 (MILLIONS DE LITRES)



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique
Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Statistique Agricole Annuelle

Livreurs et fromagers fermiers

La production française de lait de chèvre a reculé de l'ordre de 7 millions de litres en 2017 (-1% /2016) après la hausse de 2016, malgré une demande toujours très forte de l'aval. Si les conditions climatiques ne sont pas étrangères à cette baisse, la restructuration des exploitations a également joué un rôle important. Ainsi, selon l'enquête cheptel de novembre 2017, le nombre d'élevages de plus de 10 chèvres (qui détiennent près de 92% du cheptel national) a de nouveau diminué (-4% /2016) pour s'établir à 4 910 (TOM compris).

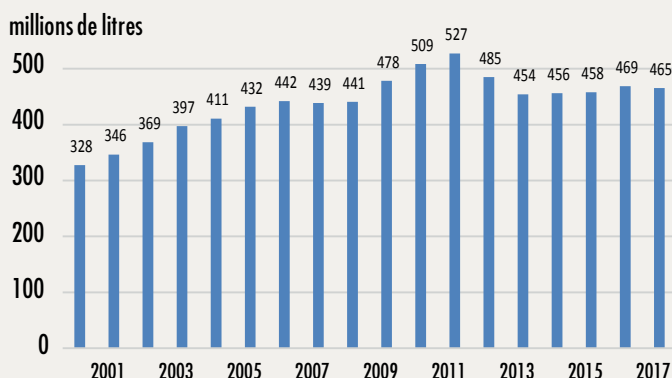
Même s'il est moins fort que pendant la crise caprine, le rythme des cessations laitières reste important au regard de la très bonne conjoncture laitière. Même si l'augmentation de la taille moyenne des troupeaux se poursuit (164 chèvres, +5% /2016), le renouvellement des générations reste le défi majeur pour la filière alors que près d'un quart des éleveurs était âgé de 55 ans ou plus en 2013 (enquête structure).

En France métropolitaine, un peu plus de la moitié des 4 740 élevages caprins de plus de 10 chèvres livrent du lait à une laiterie, tandis que les autres transforment le lait à la ferme. Un nombre assez réduit de producteurs (de l'ordre de 5%), diits mixtes, combine les deux circuits de commercialisation.

Le lait livré aux entreprises a pesé pour près de 78% de la production totale (465 MI sur les 595 MI produits), principalement dans les grands bassins laitiers de Nouvelle-Aquitaine (40% de la production nationale et 47% des livraisons), des Pays-de-la Loire (16% de la production pour 19% des livraisons) et dans une moindre mesure en Occitanie (13% de la production pour 12% des livraisons). Le Centre-Val-de-Loire et l'Auvergne-Rhône-Alpes disposent d'une production plus équilibrée entre systèmes laitiers et systèmes fermiers, alors que les petites régions caprines de l'Est présentent une nette orientation fermière.

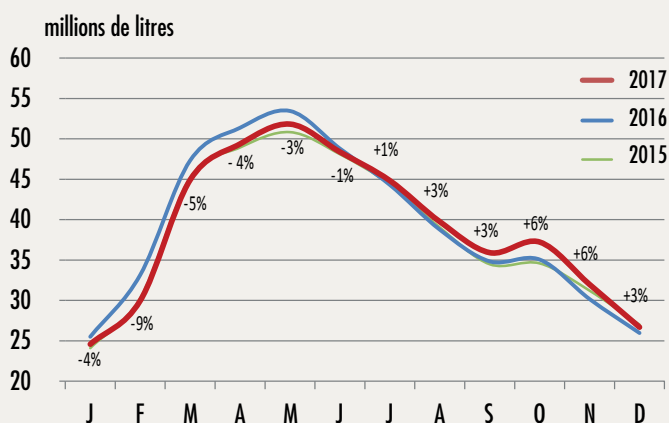
COLLECTE

ÉVOLUTION ANNUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE



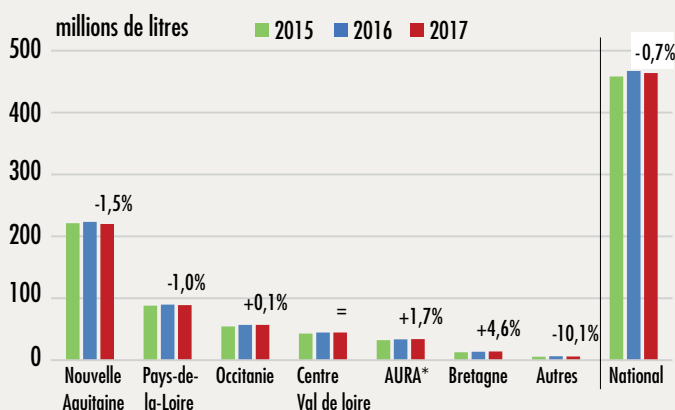
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



*Auvergne-Rhône-Alpes

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Pas de confirmation de la reprise de 2016...

À un peu plus de 465 MI, la collecte de lait de chèvre 2017 n'a pas confirmé la reprise amorcée en 2016, marquant un recul d'un peu plus de 3 MI (-0,7%). Elle demeure cependant significativement plus élevée que les niveaux connus de 2013 à 2015. Une partie de la baisse découle d'incidents climatiques. La moindre qualité des fourrages récoltés en 2016 a notamment impacté la collecte début 2017 et affecté la dynamique amorcée en 2016.

Compte-tenu de la dynamique des marchés toujours très bonne, la collecte nationale n'a pas permis de répondre à la demande croissante des opérateurs français qui ont eu recours aux importations dans des proportions importantes pour compléter leurs approvisionnements.

... mais une dynamique affirmée au second semestre

La progression de la collecte a connu une véritable montée en puissance au fur à mesure de l'année 2017. Après avoir démarré l'année sur des bases proches de 2015, et donc à des niveaux relativement faibles en comparaison de 2016 (-6% fin mars), la collecte a par la suite rattrapé une bonne partie de son retard. Si elle était en retrait de 4% fin juin (-10,5 MI/2016), elle a ensuite connu une croissance importante sur les deux derniers trimestres (+2% au 3^{ème} puis +5% au dernier / 2016) lui permettant de rattraper plus de 7 MI. Avec des croissances de plus de 6% sur octobre et novembre, elle a atteint un niveau record au 4^{ème} trimestre à plus de 95 MI (+5% /2016), dépassant son niveau de 2011, année où la collecte annuelle s'était établie à plus de 527 MI !

Une dynamique moindre dans les deux principales régions de production

Les deux premières régions de production de lait de chèvre que sont la Nouvelle-Aquitaine (47% de la collecte nationale) et les Pays de la Loire (19%) ont vu leur collecte diminuer respectivement de 1,5% et 1%. Elles totalisent à elles seules un recul de 4,1 MI /2016, soit un volume supérieur au recul observé au niveau national. La Bourgogne-Franche-Comté, bassin secondaire en terme de production livrée (1% de la collecte nationale), a également subi un tassement de sa collecte, perdant 0,6 MI /2016 (-14%). À l'inverse, les régions Bretagne et Auvergne-Rhône-Alpes, si elles pèsent elles aussi pour des volumes modestes (respectivement 3 et 7% de la collecte nationale) ont pour leur part connu une belle dynamique, gagnant plus de 1,1 MI à elles deux. Elles ont de fait contribué à réduire l'impact des baisses connues sur les autres régions au plan national.

CHEPTTEL ET PRODUCTIVITÉ

RÉSULTATS AU CONTRÔLE LAITIER EN 2017

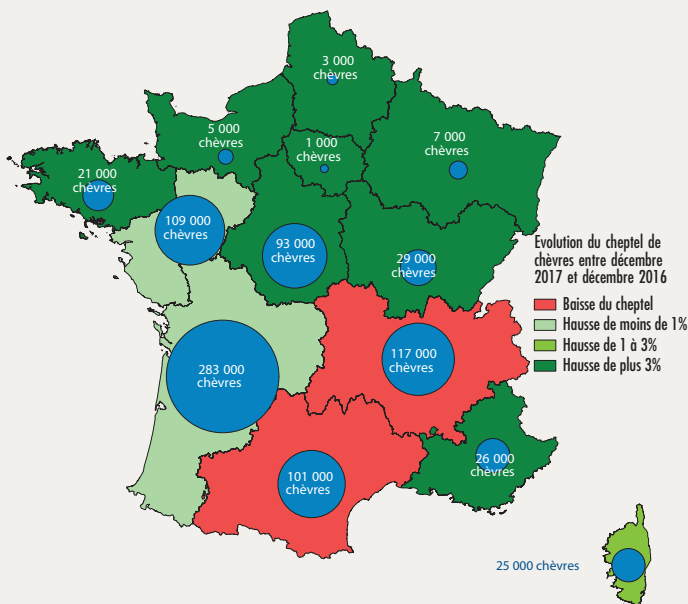
Races	% des lactation	Durée de lactation (jours)	Kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	58%	297	894	33,4	37,6
Saanen	39%	305	930	32,2	35,9
Croisée	3%	296	830	32,6	36,7
Ensemble	243 991	300	905	32,9	36,9

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FCEL

Des rendements en baisse

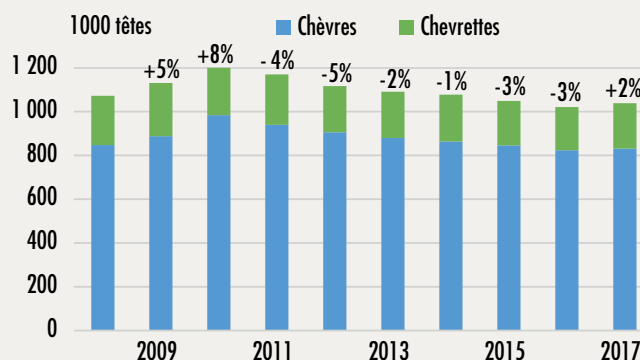
Les résultats du contrôle laitier 2017 reflètent relativement bien le tassement de la collecte connu sur la première partie de l'année en termes de collecte. Réalisés sur environ 244 000 chèvres qualifiées dans environ 1 500 élevages, ils mettent en évidence une chute des performances de plus de 4% (-34 kg /2016) à 905 kg/chèvre (soit 879 litres). La production des animaux a été fortement impactée par la qualité médiocre des fourrages récoltés en 2016. La durée des lactations a également été réduite de 3 jours en moyenne. Les chèvres de race Saanen, qui demeurent les plus productives (930 kg/chèvre), ont subi une baisse plus importante de rendement que les Alpines (-5,6% contre -3,8%). La composition du lait s'est

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE CHÈVRES EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agreste SSP

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE CHÈVRES ET DE CHEVRETTES EN FRANCE



Source : Enquête GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SSP

globalement stabilisée même si une légère diminution a été constatée pour la matière grasse, principalement pour les Alpines (-0,2 g/l alors que les Saanen ont maintenu leur niveau).

Une hausse du cheptel inédite

Après plusieurs années de baisse ininterrompue du cheptel à vocation laitière (chèvres et chevrettes), l'enquête cheptel de novembre 2017 a enregistré une hausse inédite du nombre de chevrettes saillies (+6 600 têtes, soit +5% /2016), mais aussi du nombre de chèvres (+9 700 têtes, soit +1%) pour la première fois depuis 2010. Les prix du lait élevés et les fourrages 2016 de moindre qualité mais présents en quantité ont probablement incité les éleveurs à moins réformer. À ces explications d'ordre conjoncturel viennent s'ajouter celles d'ordre structurel : alors que les entreprises de la filière communiquent sans relâche sur leurs plans de développement pour s'approvisionner en lait « origine France », les perspectives pour 2018 laissent entrevoir la possibilité d'augmenter les volumes. Pour autant, les exploitations ont continué de diminuer (-4% /2016) et c'est principalement la croissance des troupeaux qui explique la hausse des effectifs (+7 têtes/exploitation en moyenne, soit +5%).

Une croissance du cheptel à vocation laitière presque partout

Entre fin 2016 et fin 2017, les effectifs de chèvres ont progressé dans 11 régions sur 13. Cette croissance a été relativement marquée (>3%) dans les régions périphériques des grands bassins laitiers situées au nord de la France, mais est peu significative. Elle l'est en revanche nettement plus dans le Centre-Val-de-Loire (10% des volumes livrés et un grand nombre d'AOP) où la hausse des effectifs (+5 200 têtes, soit +6%) a plus que compensé le recul subi en 2016. La croissance du cheptel a été plus faible dans les deux principales régions de collecte que sont les Pays-de-la-Loire (+300 têtes, soit +0,3%) et la Nouvelle-Aquitaine (+1 400 têtes, soit +0,5%), et n'a pas permis de combler les reculs importants d'effectifs enregistrés en 2016. Enfin, en Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes, deux bassins livreurs relativement importants, les effectifs ont diminué respectivement de 3 000 têtes (-3%) et de 800 têtes (-0,7%), avec toutefois des dynamiques très différentes entre les anciennes régions les composant.

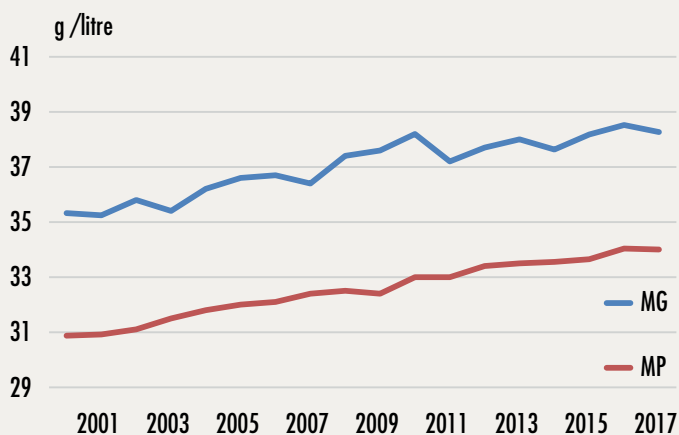
PRIX DU LAIT

PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS PONDÉRÉS, PAR ZONE

euros /1 000 litres	CENTRE-OUEST	CENTRE	SUD-OUEST	SUD-EST	FRANCE
Prix de base 2017 (35 MG / 30 MP)	649	666	657	656	653
<i>Evolution 2017/2016</i>	+2,2%	+2,1%	+1,2%	+1,0%	+1,9%
Prix moyen 2017	694	740	703	713	703
<i>Evolution 2017/2016</i>	+1,0%	+1,8%	+1,0%	-1,1%	+1,0%
Ecart prix moyen printemps / hiver	191	214	203	264	205
<i>Evolution 2017/2016</i>	+2,9%	+0,9%	+2,6%	-1,0%	+1,5%

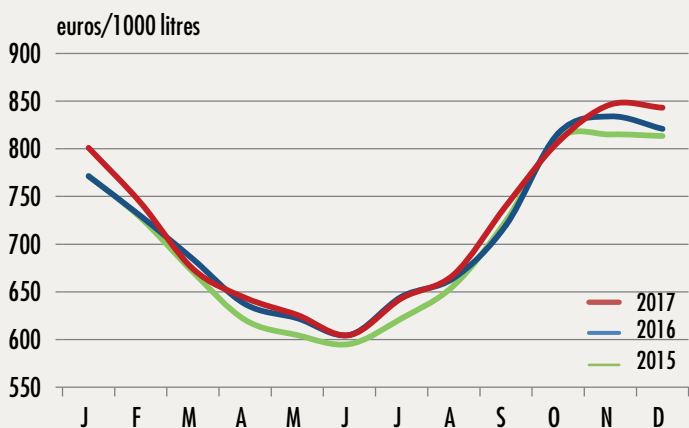
Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage (sur 90% de la collecte nationale mesurée par FranceAgriMer)

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU LAIT DE CHÈVRE COLLECTÉ EN FRANCE



Source : Enquête GEB - Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION MENSUELLE DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX PRODUCTEURS



Source : Enquête GEB - Institut de l'Élevage

Un prix de base en forte hausse

Le prix de base du lait de chèvre s'est établi à 653 € les 1 000 litres en 2017, soit 12 € de plus qu'en 2016. La progression a été très prononcée en mars (+16 €), ainsi qu'au dernier trimestre (+15 € dont +18 € et +16 € en octobre et novembre). Elle l'était un peu moins sur l'été où elle oscillait autour de +8 €/1 000 litres, ce qui reste toutefois une hausse importante en comparaison de 2016.

La progression du prix de base n'a pas été la même selon les zones. Elle a été deux fois plus forte sur les bassins Centre et Centre-Ouest (+14 €) que sur les deux bassins Sud (+7 €).

Légère baisse des taux

La composition du lait de chèvre a connu une légère dégradation en 2017 après avoir atteint des sommets l'année précédente. La teneur en matière grasse est ainsi retombée à 38,3 g/l en moyenne nationale contre 38,5 g/l en 2016 tandis que la teneur protéique s'est à peine maintenue à 34,1 g/l. Les variations au cours de l'année ont été importantes. Ainsi, après un mois de janvier prometteur (+1,6 g/l de TB et +1,0 g/l de TP / 2016), la fin d'hiver et surtout le printemps ont vu les taux diminuer fortement (-0,5 g/l de TB et -0,4 de TP au 2^{ème} trimestre) avant de remonter au 3^{ème} trimestre (+0,1 g/l de TB et +0,4 de TP) à la faveur d'un bon mois de septembre notamment. Le mois d'octobre a rompu la dynamique (-1,7 g/l de TB et -0,7 g/l de TP) mais les deux derniers mois ont permis de limiter l'érosion. Globalement, les taux restent supérieurs à leur niveau de 2015 et s'inscrivent bien dans la dynamique d'amélioration de long terme.

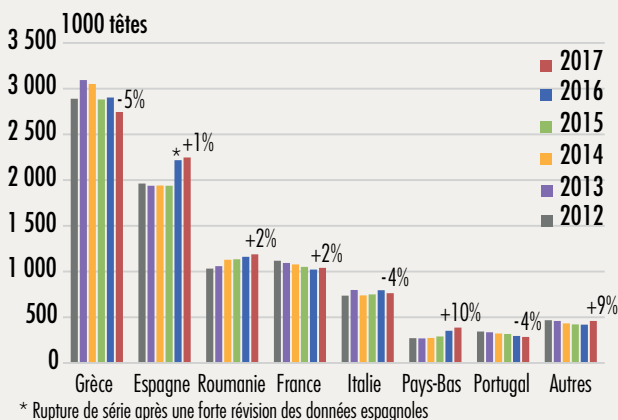
Le prix payé au producteur dépasse les 700 €/1 000 l

Sur l'ensemble de l'année 2017, le prix payé aux producteurs français a atteint 703 €/1 000 litres en moyenne, gagnant 6 €/2016 et passant la barre des 700 € pour la première fois. La moindre qualité du lait a cependant grignoté en partie la hausse de 12 € du prix de base, à l'image du mois d'octobre : malgré une hausse du prix de base de 18 €, le prix moyen du lait payé aux livreurs a perdu 10 €. Seul le bassin Centre-Ouest, le plus pénalisé par la baisse de qualité, voit son prix rester en dessous des 700 €, à 694 €/1 000 l (+7€/2016 seulement malgré +14 € sur le prix de base). Avec des hausses de même ampleur que le prix de base, les prix payés aux éleveurs dans les bassins Sud-Ouest et Sud-Est s'établissent respectivement à 703 et 713 €/1 000 litres, tandis qu'il dépasse 740 € dans le Centre.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

PRODUCTION EN EUROPE

ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE FEMELLES (CHÈVRES ET CHEVRETTES) EN DÉCEMBRE DANS L'UNION EUROPÉENNE

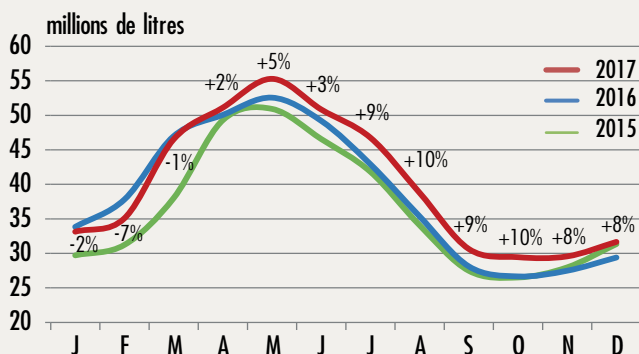


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Évolutions contrastées des cheptels en Europe

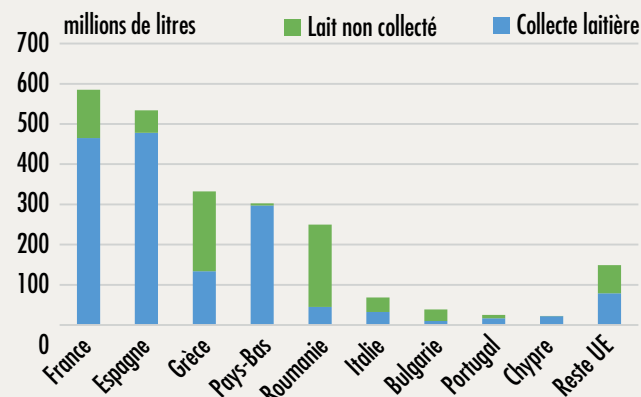
Le cheptel européen (UE 28) de chèvres et chevrettes saillies s'est légèrement contracté (-1% /2016), mais se maintient au-dessus des 9 millions de têtes. S'il est a priori supérieur au niveau de 2015, les réévaluations opérées par les services espagnols entre 2015 et 2016 n'y sont probablement pas étrangères et permettent difficilement de faire remonter les comparaisons au-delà de l'année 2016. Le cheptel grec, 1^{er} au niveau européen, a poursuivi sa forte érosion (-158 000 têtes), tout comme celui en Italie (-30 000 têtes) et au Portugal (-10 000 têtes). À l'inverse, les pays dont le cheptel est très laitier enregistrent des hausses d'effectifs, comme en France (+15 000 têtes), en Espagne (+29 000 têtes), en Roumanie (+ 25 000 têtes) et surtout aux Pays-Bas (+36 000 têtes, soit +10%).

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE CHEZ LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS EN 2017



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Plus des deux-tiers de la production européenne sont collectés

D'après nos estimations, la production européenne de lait de chèvre se serait établie à un peu plus de 2,3 milliards de litres en 2017, soit une croissance d'un peu plus de 1% /2016. Cette croissance aurait notamment été tirée par l'Espagne et les Pays-Bas, les deux autres poids lourds de la collecte de lait européenne aux côtés de la France (63% du lait produit et 78% du lait livré à eux trois). Les croissances de la collecte y auraient été respectivement de +4% et +6% / 2016 permettant d'ailleurs à l'Espagne de ravir la place de premier pays livreur à la France. Si la Grèce occupe toujours le troisième rang en termes de production, elle est désormais talonnée par les Pays-Bas et dans une moindre mesure par la Roumanie. L'année 2018 pourrait voir les classements en termes de production s'inverser compte-tenu des dynamiques d'évolution du cheptel défavorables à la Grèce.

L'Espagne, 1^{er} pays livreur en Europe

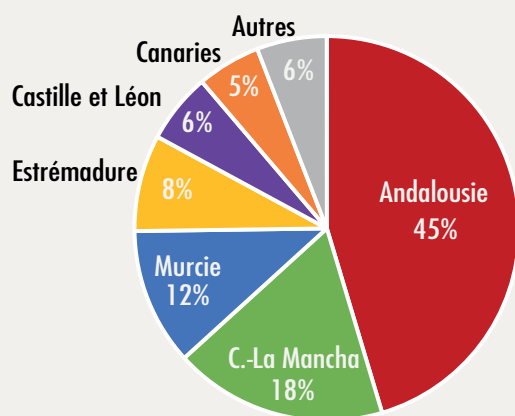
La collecte espagnole de lait de chèvre a approché les 479 millions de litres en 2017 selon le FEAGA, soit une hausse de 18 MI /2016 (+4%). Elle redevient le 1^{er} pays collecteur européen, avec 13 MI de lait collecté de plus qu'en France, rang qu'elle avait abandonné au début des années 90.

À noter que l'outil de suivi de la filière mis en place par le FEAGA en 2014 semble être arrivé à maturité en 2016 (convergence des données issues de différentes sources).

Tout comme en France, la collecte a mis du temps à démarrer début 2017. Après un 1^{er} trimestre en recul (-3% /2016), elle est montée en puissance au fur à mesure avec un pic de production particulièrement marqué en mai à plus de 55 MI, ce qui lui a permis d'accroître un peu plus le différentiel avec 2016 chaque mois.

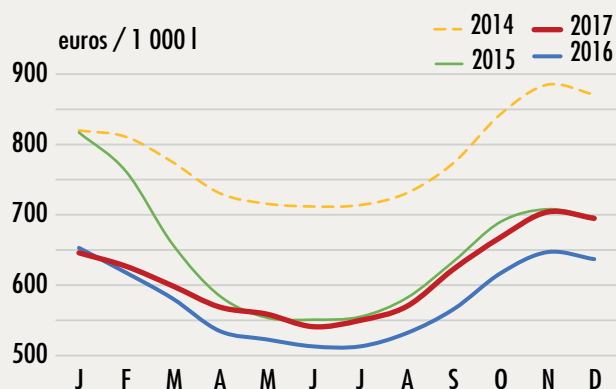
PRODUCTION EN EUROPE

RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



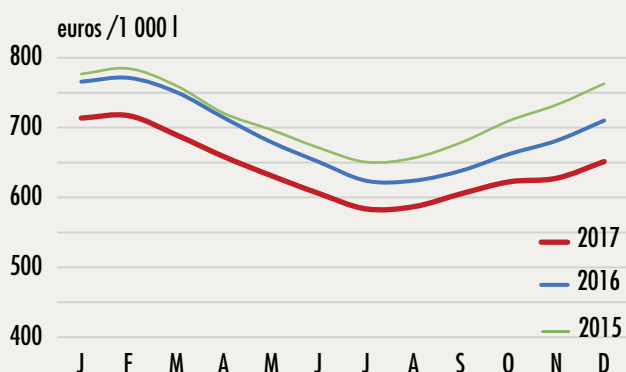
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Geiten Houdertij

L'Andalousie confirme son statut de première région caprine espagnole

Alors que la collecte espagnole a progressé de 18 MI (+4%), l'Andalousie, qui regroupe un peu plus de la moitié des livreurs espagnols, a consolidé son rang de 1^{ère} région caprine. Sa collecte a progressé de 20 MI (+10%), à 217 MI sur l'année. La région pèse désormais 45% de la collecte nationale contre 43% en 2016. Le gain de production andalou a permis d'approvisionner les entreprises de Murcie et Castille-la-Manche qui ont préservé leurs volumes d'achats d'une année sur l'autre malgré des baisses respectives de la production de 7 MI (-12%) et de 1,5 MI (-2%) par rapport à 2016. Frappées par la sécheresse, ces régions ont également subi une chute de producteurs de 17% en Murcie et de 5% en Castille. L'Estrémadure et la Castille-et-Léon, deux Autonomies plus secondaires, ont enregistré une croissance moins prononcée qu'en Andalousie (+3 et +6%).

Le prix du lait espagnol rebondit

Influencé d'un côté par l'évolution du prix du lait de vache dans la mesure où il entre massivement dans les fabrications de fromages au lait de mélange et de l'autre par la demande des transformateurs français, le prix lait de chèvre a connu de fortes variations ces dernières années. Après avoir atteint des sommets en 2014, à 772 € les 1 000 litres (près de 100 € de plus qu'en France), il s'était ensuite effondré en 2015 (635 €) puis en 2016 (569 €), perdant plus de 200 € en deux ans. En 2017, il est remonté à 602 €, soit 100 € en dessous du prix français. Malgré la sécheresse qui a frappé l'Espagne en 2017 et la forte demande du marché français, le marché espagnol est resté relativement engorgé. Les nombreux arrêts de collecte constatés en Murcie et en Castille-et-Léon, où les systèmes d'élevage sont parmi les plus intensifs du pays, semblent traduire un essoufflement de certains producteurs. De son côté, l'élevage caprin en Andalousie ne mollit pas, malgré des prix du lait parmi les plus faibles du pays (584 €/1 000 l).

Le prix du lait dégringole aux Pays-Bas

Après avoir flanché en cours d'année 2016, le prix du lait de chèvre payé aux producteurs néerlandais a continué de s'éroder en 2017, perdant 34 € par rapport à 2016 (-5%/2016). Il s'établit ainsi à 650 € les 1 000 litres en moyenne selon le calcul réalisé par *Geiten Houdertij*, une revue spécialisée du secteur. La chute du prix de base a été plus marquée encore, approchant les 49 € (-7%/2016). L'amélioration de la qualité du lait produit a ainsi permis de limiter l'impact de la chute du prix de base.

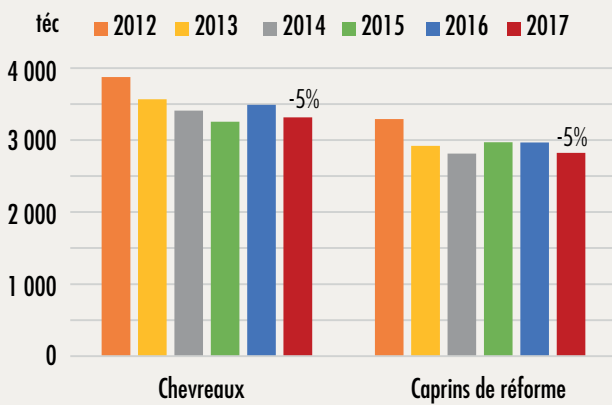
Ces deux années consécutives de baisse du prix du lait traduisent un alourdissement du marché qui peine à absorber toute la collecte qui a pourtant été relativement stable en 2017 après avoir progressé en 2016 (+30 MI/2015). Les surplus, qui sont écoulés à l'export en tant que matière première, sont vendus à des prix alignés sur ceux de la concurrence espagnole.



2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

VIANDE CAPRINE

ÉVOLUTION DES ABATTAGES DE CAPRINS EN FRANCE



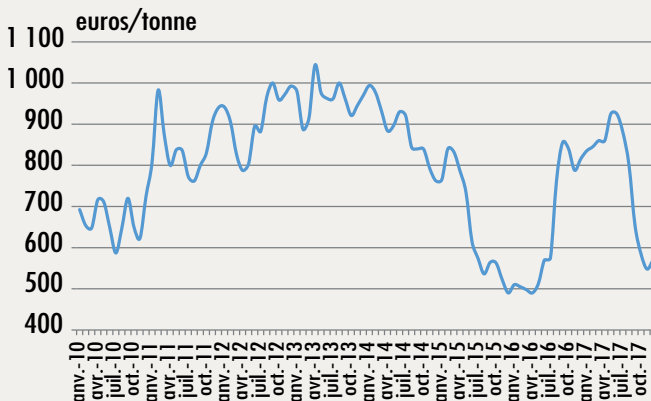
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP

Baisse des abattages de chevreaux comme de réformes

À 6 100 téc, la production française de viande caprine a diminué de près de 6% en 2017 (-370 téc/2016). Les abattages de chevreaux (53% des volumes et 81% des têtes) ont notamment diminué de près de 8% en volume quand ceux de chèvres de réformes ont diminué d'un peu moins de 4%.

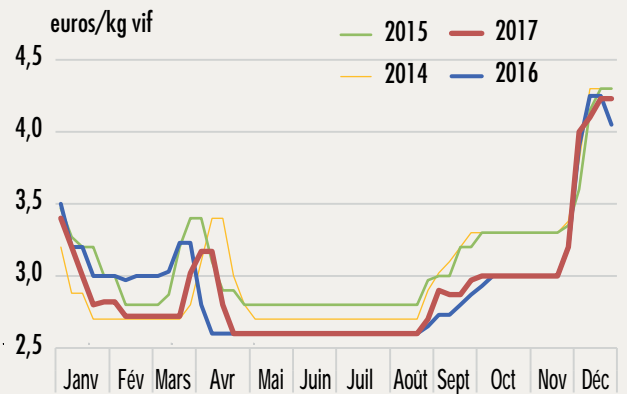
La baisse du nombre de chevreaux abattus, due à la contraction des effectifs de chèvres et chevrettes en 2016, a réduit les disponibilités en chevreaux pour le pic de Pâques. À cela s'est ajouté un hiver plus rigoureux que 2016 qui a pu entraîner une surmortalité des chevreaux. Enfin, l'amélioration de la conjoncture laitière a incité de nombreux éleveurs à garder davantage de chevrettes pour le renouvellement.

COTATIONS DE LA POUDRE DE LACTOSÉRUM DESTINÉE À L'ALIMENTATION ANIMALE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

ÉVOLUTION DES COURS DU CHEVREAU VIF



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des cotations du chevreau toujours plus basses

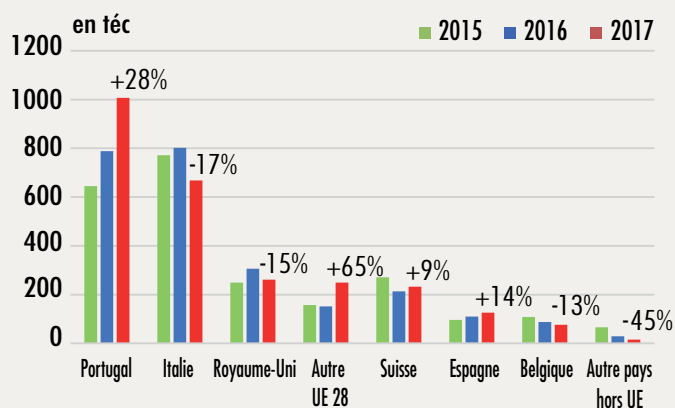
L'année 2017 a été marquée par des cotations du chevreau relativement faibles, ce malgré une date de Pâques relativement tardive qui semblait a priori favorable à une meilleure adéquation de l'offre à la demande pour cette période par rapport à 2016. Fin avril, malgré des abattages de chevreaux en recul de 23 000 têtes (-6%/2016) ce qui aurait pu renforcer les cotations, celles-ci plafonnaient à 3,17 €/kg vif, 3 cts en dessous du niveau de 2016. Les importants volumes congelés, liés au recul du marché en frais italien, ont lourdement pesé sur le niveau des cotations tout au long de l'année malgré un marché domestique qui se serait maintenu selon les opérateurs de la filière.

Des charges d'engraissement défavorables à la période pascale

Tout comme en 2016, le prix de la poudre de lactosérum pour l'alimentation animale (principal poste de charge en engraissement) a connu d'importantes variations en 2017. Au plus haut en début d'année dans la suite de l'envolée opérée au 2nd semestre 2016, elle s'est établie entre 835 et 925 € par tonne sur les 6 premiers mois de 2017. Alors que les cotations du chevreau étaient en berne, cette hausse de l'aliment était particulièrement malvenue. À partir de septembre, les cours de la poudre de lactosérum sont retombés jusqu'à 550 €/t, permettant une amélioration de la marge sur coût alimentaire des engraisseurs. Pour autant, les abattages de chevreaux étant concentrés sur le début d'année (74% sur les 6 premiers mois), l'année 2017 laissera le souvenir d'une année particulièrement compliquée pour des engraisseurs ayant subi un ciseau prix de l'aliment/cotation du chevreau particulièrement défavorable.

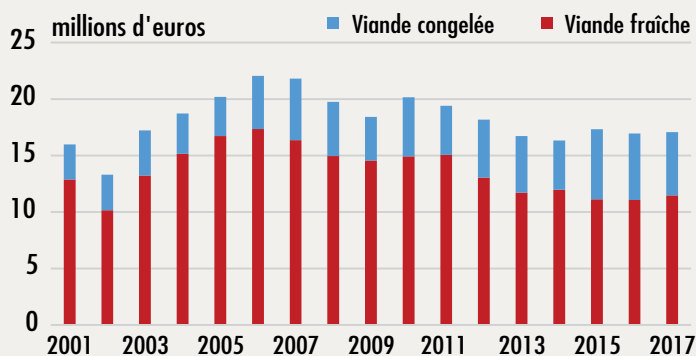
VIANDE CAPRINE

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE PAR DESTINATION



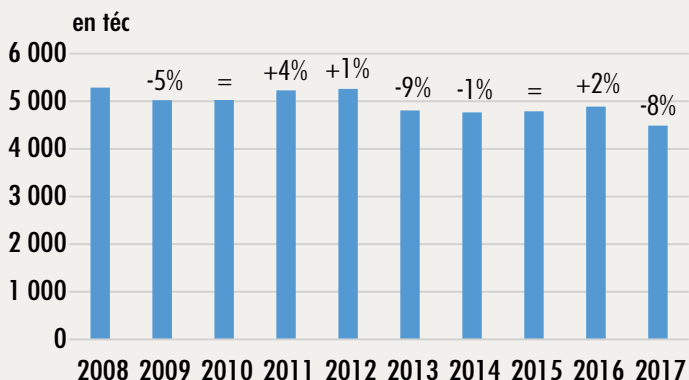
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

VALEUR TOTALE DES EXPÉDITIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

CONSOMMATION APPARENTE DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agreste

Le Portugal passe première destination

Malgré une baisse de la production abattue de 370 t (-6% /2016), les exportations de viande caprine française se sont accrues de 150 t dans le même temps (+6%) pour atteindre 2 636 t, soit 43% du volume total abattu. De plus en plus concurrencés par les Grecs sur le marché historique italien, les opérateurs français se sont réorientés vers le marché portugais. Ce dernier a confirmé son statut de débouché majeur pour la viande caprine française. Après avoir fait jeu égal avec l'Italie en 2016, le Portugal s'est distingué en passant la barre des 1 000 téc importées depuis la France. Il a ainsi offert à lui seul 38% des débouchés exports pour les opérateurs français. Cependant, s'appuyant de façon importante sur la viande congelée (60% des imports de viande caprine française), le marché portugais est moins valorisant que le marché italien, avec un prix de vente moyen à 6,4 €/kg de carcasse contre 7,9 €/kg pour l'Italie. De fait, la croissance des exportations en volume ne s'est pas accompagnée d'une croissance en valeur.

La dégradation du prix réduit la valeur des exports

À 16,9 millions d'euros, la valeur des exportations de viande caprine s'est contractée de près de 200 000 euros (-1,2% /2016) malgré la progression des volumes. Avec des stocks importants de viande congelée et face à la concurrence d'autres pays comme la Grèce, les opérateurs ont été conduits à faire des concessions sur le prix de la viande. Cela s'est traduit par une baisse de 6% de la valeur moyenne du prix de la viande fraîche (6,6 €/kg carcasse en 2017) et de 4% sur la viande congelée (6,2 €/kg carcasse). L'analyse de l'évolution du prix moyen des ventes reste toutefois limitée par l'impossibilité de distinguer précisément les ventes de viande de chevreaux et celles de viande de réformes dans les codes douaniers.

Des importations en hausse

Face à la baisse des volumes abattus et à la hausse des exportations, le marché français a davantage importé pour satisfaire sa demande intérieure. Les importations se sont accrues de 8% sur l'année 2017, en raison d'un bond de 35% /2016 au 4^{ème} trimestre. L'Espagne a conforté sa place de 1^{er} fournisseur. Elle a accru de 25% ses expéditions qui ont couvert 55% des 947 tonnes de viande caprine importées. La Nouvelle-Zélande vient au second rang, avec un accroissement de 8% de ses expéditions qui ont couvert 37% des importations françaises totales.

Chute apparente de la consommation de viande caprine

Calculée par bilan de la production et des échanges commerciaux de viande caprine, mais sans toutefois connaître la variation de stocks, la consommation apparente de viande caprine a chuté de plus de 400 téc en 2017 (-8% /2016), s'établissant à un peu moins de 4 500 téc. La hausse des exportations (+6% / 2016) couplée à une baisse des abattages (-5% en volumes toute viandes caprines confondues) expliquent en grande partie cette chute de la consommation apparente. Mais une partie de la hausse des exportations serait à attribuer à des exports de stocks de 2016 et les importations ont été en croissance (+9%) avec des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis 2009. Globalement, il semblerait donc que la consommation nationale se soit maintenue en 2017.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus stables chez les spécialisés

Avec une conjoncture caprine toujours favorable, le revenu des livreurs spécialisés reste bien orienté. Mais la médiocre qualité des fourrages de 2016 distribués en début de lactation, la sécheresse estivale sur certains secteurs ou le gel printanier de 2017 en zone de moyenne altitude et de montagne viennent tempérer ces résultats avec une faible augmentation des volumes produits.

Si les charges opérationnelles ont peu évolué, l'augmentation continue des charges de structure avec en 2017, la hausse du prix des carburants et des services, freine aussi la progression des revenus. Le revenu des fromagers se maintient également avec un petit plus en Sud-Méditerranée grâce à la poursuite de la hausse des aides découplées.

La conjoncture 2017 plus favorable dans son ensemble, pour le secteur céréalier permet au revenu des systèmes « livreurs et cultures de vente » de redécoller.

Avec un marché des bovins viande contrasté entre mâles et femelles, le produit des systèmes « livreurs et bovins viande » a peu évolué. Malgré des charges de structure en progression, leur revenu reste au-dessus de 30 000 euros par UMO exploitant.

ESTIMATION DES REVENUS 2017

Les écarts se resserrent entre les différents systèmes

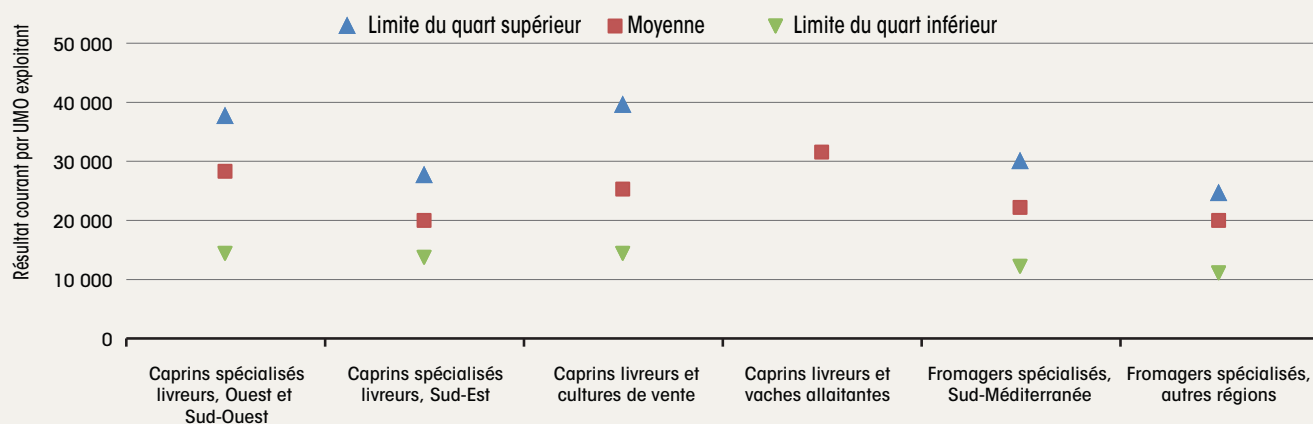
En 2017, le résultat courant (RC) moyen des livreurs spécialisés de plaine s'établirait à 28 300 €/UMO exploitant et celui des polyculteurs éleveurs qui repartirait à la hausse, à 25 200 €/UMO exploitant. Les résultats courants (RC) moyens des fromagers fermiers et des livreurs du Sud-Est seraient compris entre 20 100 et 22 100 €/UMO exploitant.

Les écarts de revenu restent importants entre les exploitations

d'un même système, de 1 à 3 suivant les systèmes. La dimension, l'efficacité technico-économique et les investissements récents expliquent les écarts de revenu. Cette année encore, le climat impacte les revenus avec d'un côté une amélioration des rendements des cultures de vente dans la plupart des exploitations, mais de l'autre une limitation de la production laitière avec des fourrages de qualité médiocre en début de campagne et une sécheresse pour les élevages les plus au sud.

RÉSULTATS COURANTS 2017

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage caprins et variabilité intra système en 2017.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

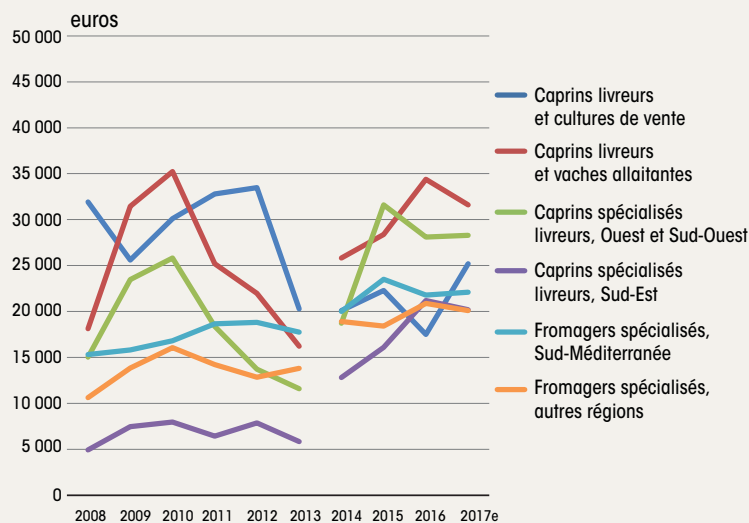
Le revenu des spécialisés se stabilise

Le revenu des livreurs spécialisés de plaine et du Sud-Est, qui s'était redressé depuis 2014 après 3 années de crise, a tendance à se stabiliser.

Le revenu des systèmes « livreurs et cultures de vente » redécalle avec une conjoncture 2017 plus favorable pour les rendements et les prix. Après avoir pleinement bénéficié de l'envolée des cours des céréales avant 2013, ces systèmes enregistraient depuis une succession de baisse du revenu, baisse qui s'est fortement accentuée en 2016 sous l'effet conjugué des mauvais rendements et des prix toujours peu élevés.

Le revenu des fromagers fermiers et en particulier celui des fromagers du Sud-Méditerranée est plus stable que celui des livreurs. Avec une demande toujours aussi forte et un revenu qui représente en moyenne 27% du produit de l'exploitation contre 13% pour les livreurs spécialisés, les fromagers sont moins sensibles aux aléas de la conjoncture que les livreurs. Dans le Sud-Méditerranée, les systèmes fromagers pastoraux bénéficient en plus d'une hausse des aides de la PAC.

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES CAPRINS



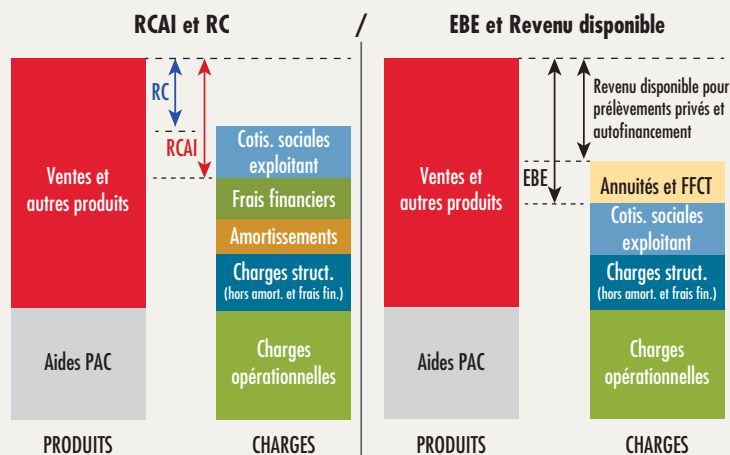
La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2017

Les estimations des revenus 2017 sont établies à partir d'un panel de 147 exploitations caprines suivies dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne. Mais la variabilité de leur efficacité économique et des revenus reste forte. Les estimations sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2016 (main-d'œuvre, surface, cheptel, endettement...). Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2016. Cette année, l'estimation concerne le résultat courant (RC). Ce résultat issu d'une approche comptable, prend en compte les amortissements et les frais financiers. Il est différent du revenu disponible calculé selon l'approche « trésorerie » (cf. graphique ci-contre).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2016

	LIVREURS SPÉCIALISÉS OUEST ET SUD-OUEST	LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST	LIVREURS ET CULTURES DE VENTE	LIVREURS ET VACHES ALLAITANTES	FROMAGERS SUD-MÉDITERRANÉE	FROMAGERS AUTRES RÉGIONS
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	26	16	19	13	41	32
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	67 100	48 900	60 800	64 200	35 400	39 300
ANNUITÉS SUR EBE (%)	60 %	36 %	66 %	36 %	16 %	34 %
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	35 700	27 400	26 800	40 600	26 200	26 100
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	28 100	21 200	17 500	34 400	21 800	20 900
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	28 500	28 100	20 200	37 300	26 700	23 100

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS OUEST ET SUD-OUEST

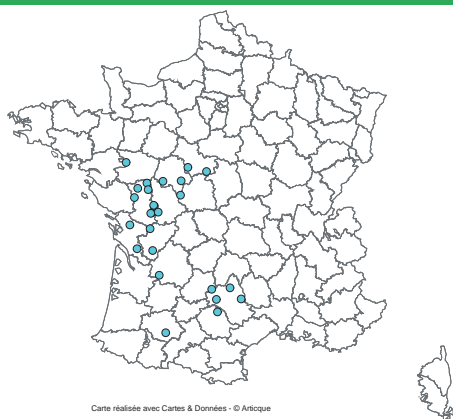
Maintien d'un bon revenu



DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 63 ha de SAU dont 38 ha de SFP
- 344 chèvres et 305 600 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 26 EXPLOITATIONS



En 2017, le revenu s'est maintenu avec un prix du lait et des volumes livrés en légère hausse. En parallèle si les charges opérationnelles ont été contenues, les charges de structure ont augmenté de 5%.

Une diversité de taille de cheptel et de système alimentaire

Ces systèmes spécialisés de plaine sont localisés en régions Centre, Poitou-Charentes et dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne 80% du produit total de l'exploitation. Ces élevages détiennent de 160 à 650 chèvres. Au-dessus de 300 chèvres, ils sont pour la plupart employeurs de main-d'œuvre salariée. Les systèmes fourragers de ces élevages sont très divers, du système sans foncier au système pâturage en passant par les systèmes « foin » et « ensilage de maïs » et le niveau d'autonomie alimentaire, également.

Un petit plus sur le prix mais des lactations tout juste stables

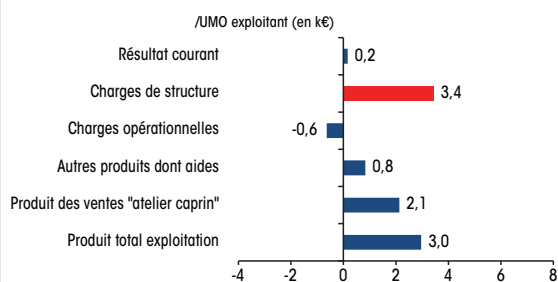
Le prix du lait a encore progressé (de +1% à +1,1% suivant les régions). À l'exception de quelques « grands » projets en cours de constitution, l'augmentation de la taille des troupeaux est restée modérée. Les performances des troupeaux ont été stables voire en retrait selon les systèmes alimentaires. Le début des lactations sur mises bas de saison a été pénalisé par la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2016. L'incorporation des fourrages 2017 dans l'alimentation a permis une amélioration de la production en seconde partie de lactation. Les lactations sur mises bas d'automne ont bien démarré. Elles ne se sont pas forcément bien maintenues en système « ensilage de maïs » avec un fourrage récolté trop sec.

Les élevages du Centre-Val de Loire et du Sud-Ouest ont encore été touchés par la sécheresse. Avec peu de stocks d'avance, certains ont acheté du foin et/ou des fourrages déshydratés.

Performance technique et efficacité économique font le revenu

En 2017 avec un produit d'exploitation qui a augmenté de 1,5% et malgré des charges de structure en hausse avec en particulier l'augmentation du prix des carburants et des services et celle de la MSA, le revenu de ces élevages atteindrait en moyenne 28 300 €/UMO. Les élevages du quart supérieur ont des troupeaux performants (1 050 litres de lait par chèvre contre 820 litres pour les autres) et une forte efficacité économique (un ratio EBE/produit à 34% contre 25% pour les autres).

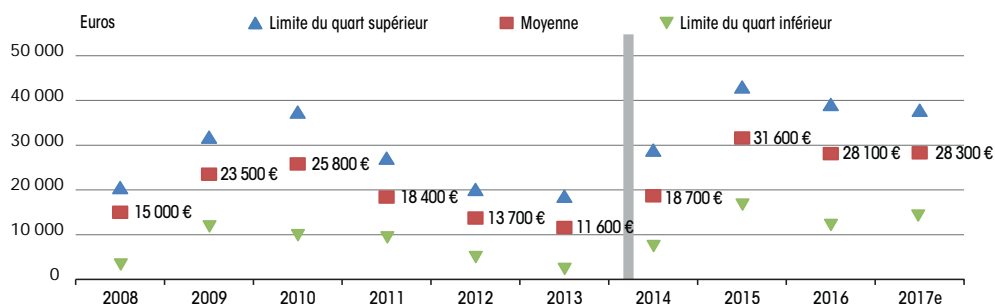
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS DU SUD-EST

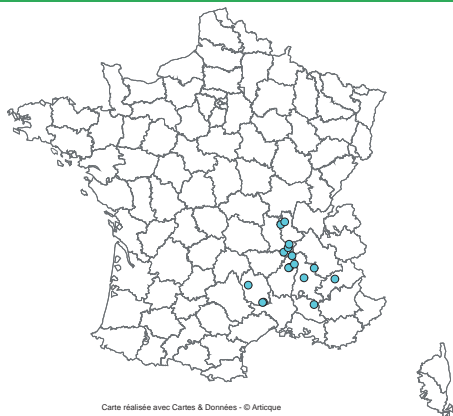
Un revenu qui peine à se maintenir



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 53 ha de SAU dont 44 ha de SFP
- 209 chèvres et 154 200 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



En 2017, le revenu de ces exploitations n'a pas évolué avec un produit caprin en retrait et malgré la hausse des aides avec la poursuite de la convergence prévue pour les aides découplées.

Des exploitations de dimension moyenne

Ces systèmes sont localisés dans les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) et Languedoc-Roussillon. Ces exploitations, le plus souvent familiales, détiennent des troupeaux de 100 à 250 chèvres. La forte pression foncière limite les possibilités d'agrandissement.

Des systèmes alimentaires sont basés majoritairement sur le pâturage et achètent pour l'hiver du fourrage à l'extérieur. D'autres systèmes reposent sur l'herbe récoltée sous diverses formes. Les quantités de concentrés utilisées sont en général modestes.

Des volumes de production en retrait

La taille des troupeaux a continué à progresser doucement. Les lactations 2016-2017 ont plutôt été en baisse avec des fourrages de mauvaise qualité en début de lactation. Si la situation s'est améliorée par la suite, la sécheresse, qui a touché les départements les plus au nord en Rhône-Alpes, a pénalisé le pâturage et est venue raccourcir les lactations.

Les lactations sur mises bas d'automne ont bien démarré avec des fourrages 2017 d'excellente qualité. La sécheresse et les gelées de printemps ont également impacté la constitution des stocks. Des éleveurs ont récolté de 20 à 60% de fourrages en moins. Et si certains avaient du foin en stock, d'autres ont dû acheter du fourrage pour passer l'hiver 2017-2018.

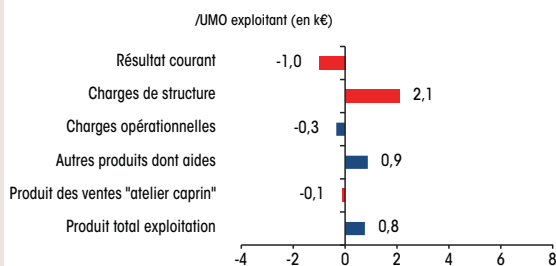
Des aides encore en progression

Avec un produit caprin en retrait de près de 1%, le produit d'exploitation a très peu évolué malgré une progression des aides de 5%.

Au final, le revenu courant s'établirait à 20 200 €/UMO exploitant, soit 1 000 € de moins qu'en 2016.

Dans ce groupe, les écarts de résultats s'expliquent à la fois par des écarts sur les dimensions d'exploitation et sur leurs performances techniques et économiques.

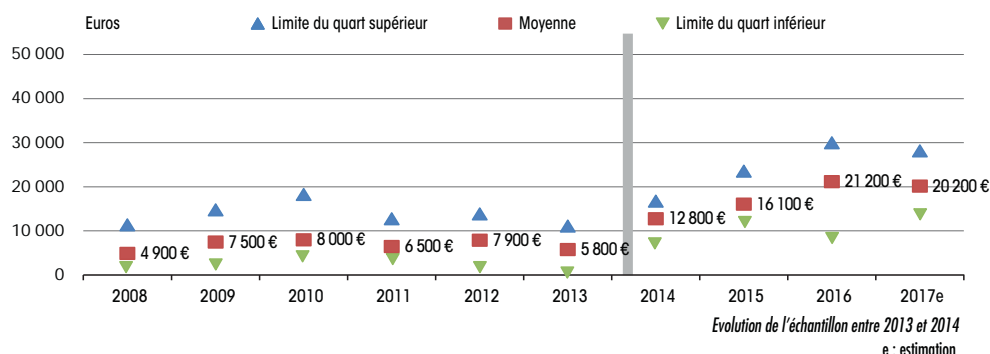
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

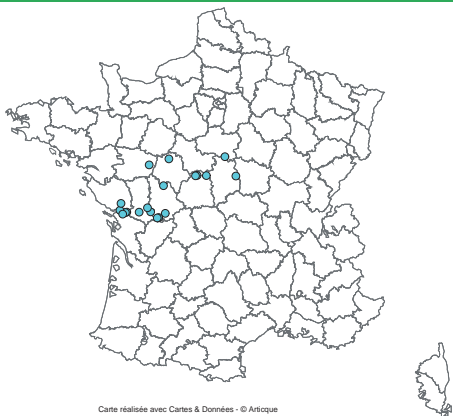
Un revenu qui repart à la hausse



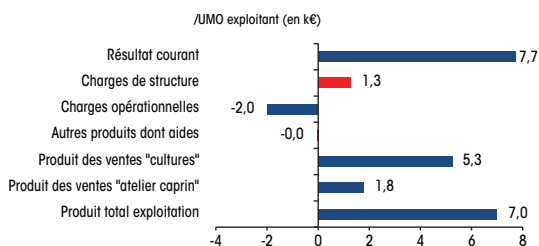
DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 140 ha de SAU dont 105 de cultures de vente
- 355 chèvres et 289 900 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Dans ces systèmes de polyculture élevage, la campagne céréalière de 2017 a été, en général, moins catastrophique que celle de 2016. Les meilleurs résultats de l'atelier cultures de vente associés à une poursuite de la hausse du produit de l'atelier caprin ont permis une nette amélioration du revenu, sans toutefois retrouver les niveaux d'avant 2013.

Amélioration de la situation pour les céréales

D'après les données du recensement agricole 2010, près de 30% des livreurs sont en système caprins et cultures de vente. Ces grandes exploitations sont majoritairement localisées dans les régions de polyculture élevage de Poitou-Charentes et de la région Centre-Val de Loire et également dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier « cultures de vente » représente en moyenne 30% du produit agricole hors aides.

Après une année noire en 2016 (moins 11 100 € de ventes par UMO), les ventes se sont redressées de près de 5 300 € par UMO soit +12%. Des rendements des céréales presque rétablis et des cours moins médiocres qu'en 2016 expliquent ce redressement. Le niveau de cette amélioration est néanmoins très variable selon la localisation de l'exploitation et son assolement. Des aléas climatiques localisés (gel de printemps, sécheresse et échaudage, déclassement des blés durs) ont pu fortement pénaliser les rendements et/ou les prix et donc les résultats de cet atelier.

Et poursuite de l'augmentation du produit caprin

Avec une année culturale proche de la normale et un produit de l'atelier caprin en hausse de 1,5%, le produit de l'exploitation a progressé de 3,2% par rapport à 2016. Les charges opérationnelles ont diminué avec en particulier la baisse des charges d'approvisionnement des surfaces. Sous l'effet de la convergence moins forte que prévu (avec l'abandon de l'abondement supplémentaire au paiement redistributif), les aides PAC ont été en léger repli.

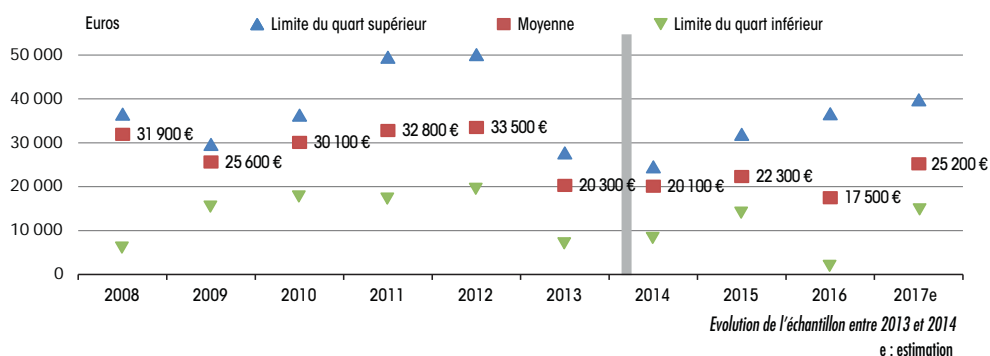
7 700 € de revenu en plus par UMO

Au final, le revenu courant s'améliorerait de 44% et s'établirait à 25 200 € par UMO exploitant. Il reste malgré tout bien inférieur aux revenus dégagés avant 2013 et est toujours en dessous du revenu des livreurs spécialisés de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Les exploitations du quart supérieur sont plus efficaces que celles du quart inférieur avec un ratio EBE/produit à 39% contre 27% pour les autres. Leurs amortissements et frais financiers ne représentent que 14% du produit contre 19% pour celles du quart inférieur.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET BOVINS VIANDE

Un bon revenu freiné par la hausse des charges de structure



DONNÉES REPÈRES

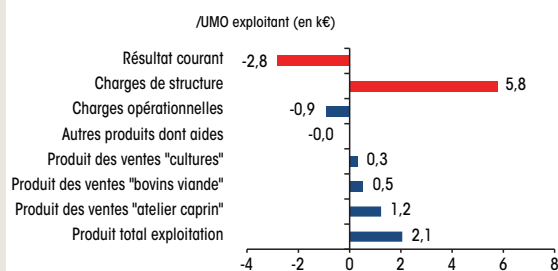
- 2,4 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 107 ha de SAU dont 82 ha de SFP
- 301 chèvres et 262 100 litres de lait vendus
- 105 UGB viande dont 60 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 13 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

L'amélioration modeste du produit de chaque atelier n'a pas permis de compenser la hausse des charges de structure, mais le revenu dégagé reste supérieur à 30 000 euros par UMO exploitant.

Une mixité diverse

D'après les données du recensement agricole 2010, 22% des livreurs sont en système caprins et bovins viande.

Au sein des réseaux d'élevages, ces exploitations sont situées dans l'ouest et le sud-ouest de la France. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » sont divers quant à l'équilibre des deux ateliers. En 2017, le produit bovins viande représente entre 10 et 40% du produit de ces exploitations. Dans des structures sociétaires, on trouve deux ateliers de dimension importante. Dans d'autres exploitations, l'élevage caprin est prédominant et les vaches valorisent des prairies naturelles souvent éloignées et consomment les refus des chèvres.

Amélioration des conjonctures viande et céréales

Dans ces exploitations, le produit issu des ventes de viande bovine a progressé de 2%. En système naisseur engraisseur, les cours du jeune bovin ont été soutenus en 2017 par une demande active des marchés, mais les cours des femelles sont restés médiocres, en forte baisse au second semestre. En système naisseur, le prix de vente des animaux maigres s'est bien tenu tout au long de l'année.

En parallèle, le produit des cultures de vente a rebondi de 10% avec une campagne céréalière plus proche de la moyenne que celle de 2016.

Un bon revenu en léger retrait

Avec un produit caprin en hausse de 1,3% mais des aides en retrait, le produit d'exploitation a augmenté seulement de 1,2%. En parallèle, les charges opérationnelles ont peu évolué, mais les charges de structure ont progressé de 9% et ont limité l'amélioration du revenu. Malgré un léger recul, le revenu s'afficherait toujours au-dessus de 30 000 € par UMO exploitant.

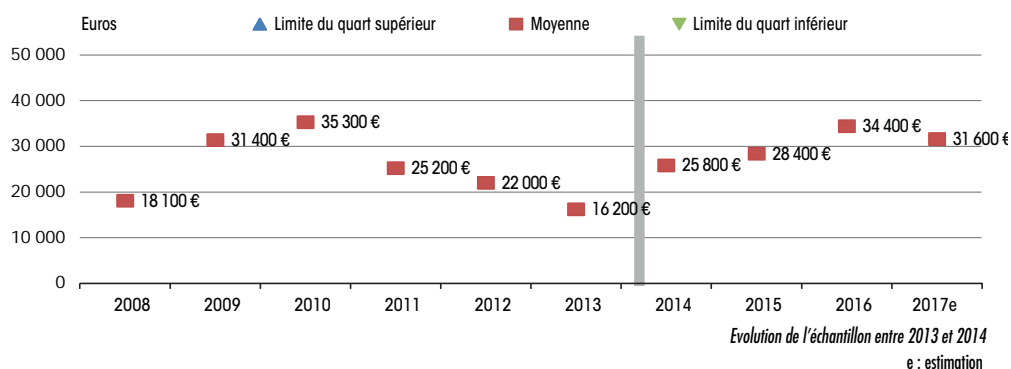
La nature de la mixité influence le revenu

Cette moyenne masque de grandes disparités avec des revenus variant de moins 16 à plus 23% (par rapport à 2016) selon la part des cultures de vente dans l'assolement et la nature de l'atelier bovins viande.

La taille réduite de l'échantillon n'autorise pas une analyse par quartile comme pour les autres systèmes.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS SUD-MÉDITERRANÉE

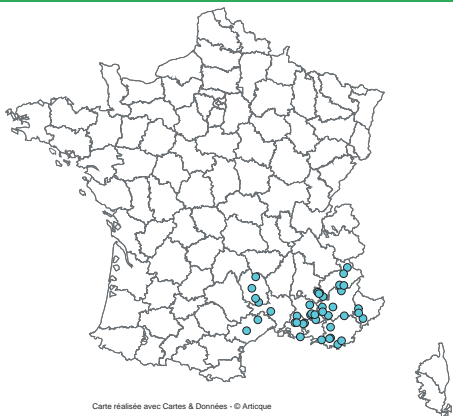
Stabilité des revenus



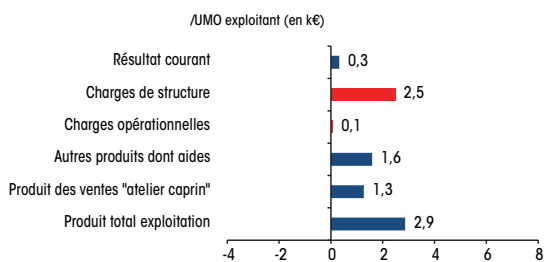
DONNÉES REPÈRES

- 2,1 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 10 ha de SAU dont 90 ha de parcours
- 70 chèvres et 35 200 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 41 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2017, le revenu s'est maintenu avec toujours une bonne valorisation du litre de lait et une hausse des aides pour les systèmes pastoraux qui ont compensé les effets de la sécheresse sur la production laitière et les achats d'aliments.

Une valorisation élevée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et ex région Languedoc-Roussillon. De dimension modeste pour la plupart, elles sont très spécialisées. Elles transforment entre 20 et 60 000 litres de lait en fromages commercialisés principalement en direct. La valorisation du lait est très élevée, elle s'établit en moyenne à 2,75 € le litre. La plupart de ces exploitations valorisent en moyenne une centaine d'hectares de parcours. Elles récoltent peu de fourrages. Elles achètent du foin et peu de concentrés (190 kg pour 400-500 litres par chèvre) essentiellement des céréales.

La sécheresse écourte les lactations

Si le début de saison a bien démarré, la sécheresse estivale a pénalisé les récoltes de foin et le pâturage. Les pastoraux ont eu très peu de châtaignes à l'automne. Les chèvres sont rentrées en bâtiment quasiment 1 mois plus tôt que d'habitude et ont également été tarées avec un mois d'avance. Il y a peu de foin de Crau disponible, une augmentation des prix des fourrages est à prévoir pour la prochaine campagne laitière.

Poursuite de l'amélioration des aides PAC

En 2017, les éleveurs ont bien vendu leurs fromages. Le produit caprin s'est amélioré de 2% grâce à une meilleure valorisation des produits, une légère augmentation du cheptel et donc un léger accroissement du volume transformé. Les charges opérationnelles ont peu évolué et les charges de structure ont eu, comme tous les ans, tendance à augmenter.

Concernant les aides PAC, les incertitudes sur les surfaces éligibles ont été levées. Dans les Cévennes, les châtaigneraies ont bénéficié d'une dérogation de la Commission européenne reconnaissant les pratiques traditionnelles de pâturage de ces surfaces, qui sont donc éligibles avec une proratisation allant de 60 à 100%.

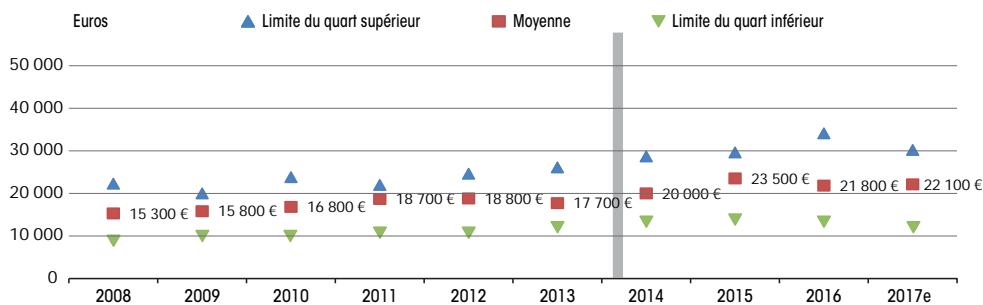
Les aides découplées sont en hausse et les niveaux de soutien ICHN ont augmenté légèrement via une réduction du coefficient stabilisateur. Le montant total des aides progresserait de 11%.

Au final, le revenu courant évoluerait très peu et s'établirait à 22 100 €/UMO exploitant.

Avec une progression régulière de la valorisation des fromages vendus qui compense largement les fluctuations de production, ces systèmes économes et de dimension modeste sont solides économiquement.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS, AUTRES RÉGIONS

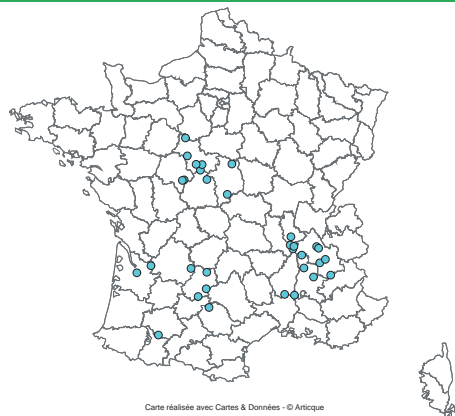
Une campagne sans histoire



DONNÉES REPÈRES

- 2,8 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 31 ha de SAU dont 24 ha de SFP
- 105 chèvres et 76 000 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



En 2017, le revenu s'est maintenu avec l'augmentation du prix des fromages et des aides et malgré la progression continue des charges de structure.

Des ateliers plus grands et une valorisation moins élevée que dans le Sud Méditerranée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre- Val de Loire, ex Rhône-Alpes et dans le Sud-Ouest. Elles transforment en moyenne 76 000 litres. Elles emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établit à un peu plus de 2 € et a récemment progressé.

Si les systèmes alimentaires sont divers allant du pâturage au système « foin acheté », la plupart de ces élevages ont une conduite intensive de leur troupeau.

Un volume transformé plutôt stable

Début 2017, si la production laitière des élevages en système foin a été pénalisée par la qualité médiocre des fourrages récoltés en 2016, elle a bien démarré pour les élevages pâturant. La fin de saison a été écourtée avec la sécheresse estivale, les chèvres ont été rentrées tôt et ont perdu en persistance en fin de lactation. La campagne laitière 2017-2018 s'annonce plutôt bien avec des foins de bonne qualité, mais parfois en quantité insuffisante. Certains éleveurs devront acheter du fourrage.

Toujours un manque de fromages

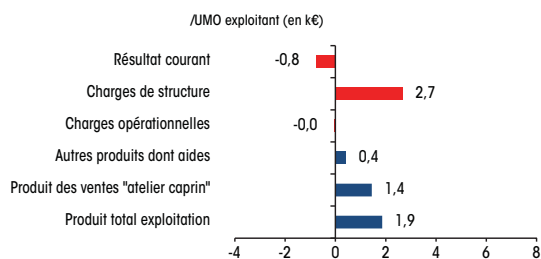
Cette année encore, les fromagers n'ont pas rencontré de souci de commercialisation et ils ont comme d'habitude manqué de fromages en fin d'année.

Trouver le bon dimensionnement

En synthèse, les ventes de produit de l'atelier caprin ont progressé de 1,8% et les aides de 3% avec la convergence. Avec un montant de charges opérationnelles stable et une hausse de 7% des charges de structure, le revenu de ces exploitations serait en très léger repli en 2017, à 20 100 €/UMO. Ces exploitations doivent trouver la « bonne » dimension pour pouvoir dégager un revenu tout en couvrant les charges (intrants, main-d'œuvre salariée) sans négliger le prix des fromages.

Les élevages du quart supérieur, qui dégagent plus de 25 000 €/UMO exploitant, transforment en moyenne 30 500 litres de lait par unité de main-d'œuvre, valorisé à 2,12 € le litre contre 18 700 litres pour le quart inférieur, valorisé à 1,97 € le litre.

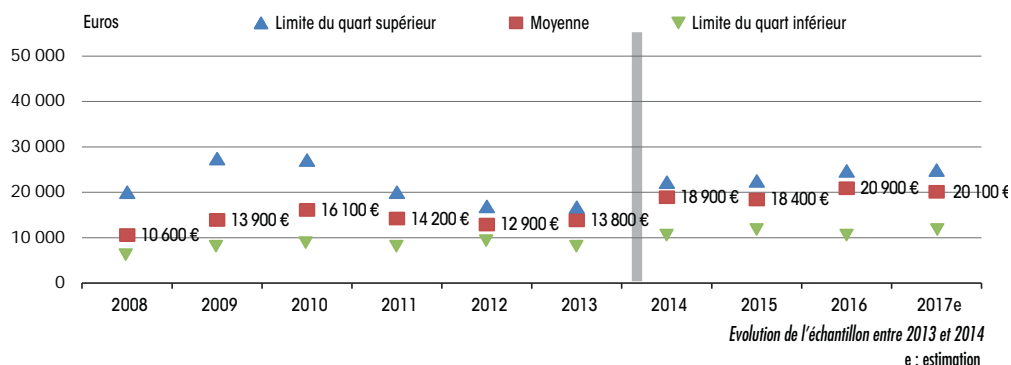
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Un marché qui arrive à maturité mais des relais de diversification

La demande des industriels français a été très élevée et, faute d'une collecte nationale suffisante, les importations ont joué un rôle important. Malgré des fournitures en hausse, les fabrications fromagères ont marqué le pas en 2017, tandis que celles de laits conditionnés et d'ultra-frais ont continué de monter en puissance, constituant désormais des relais de croissance significatifs. Le marché du fromage de chèvre reste globalement bien orienté mais il semble avoir atteint un seuil en 2017 après plusieurs années de croissance.

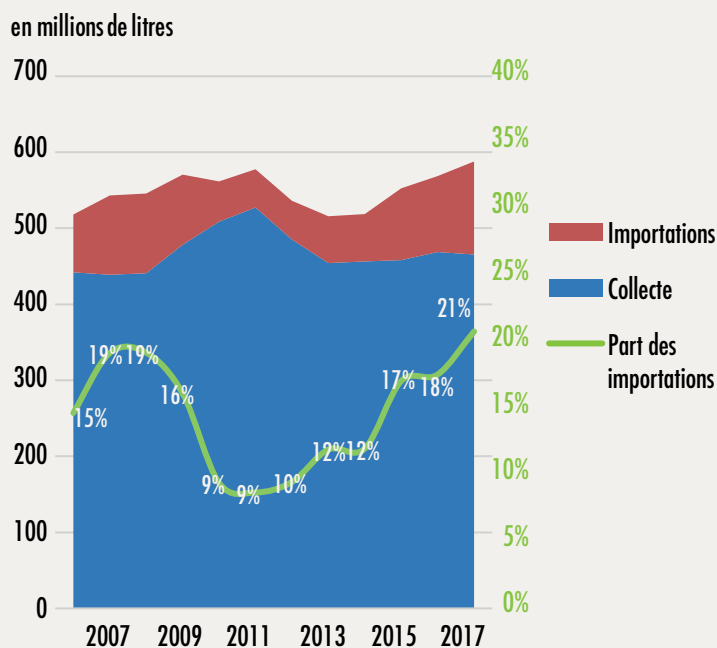


587 millions de litres

C'est l'approvisionnement total des transformateurs en 2017.

APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

APPROVISIONNEMENT DES OPÉRATEURS EN LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des approvisionnements records

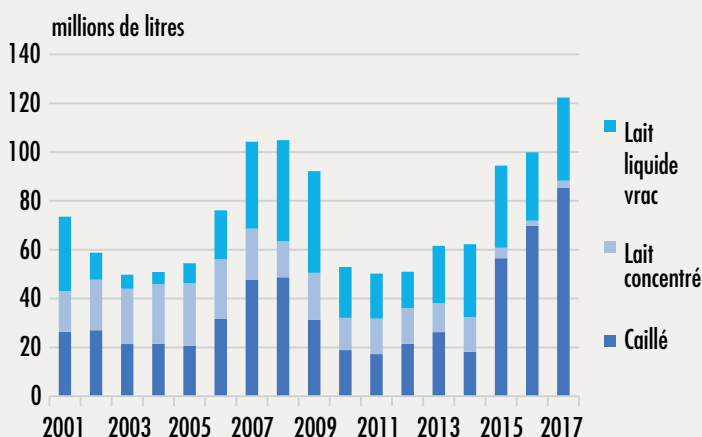
L'approvisionnement en lait de chèvre des opérateurs français (collecte et importations) a dépassé les 587 millions de litres en 2017, soit 19 millions de litres de plus qu'en 2016 (+3%). Il s'agit là d'un niveau record qui dépasse de 10 MI le précédent record de 2011. Compte-tenu du léger recul de la collecte nationale, le recours aux importations a été massif, leur part dans l'approvisionnement total des laiteries atteignant 21%. Il s'agit là encore d'un niveau record (122 MI-éq), supérieur de 15 MI équivalent-lait au niveau de 2008.

Le surplus d'approvisionnement par rapport à l'année passée ne s'est pas accompagné d'une hausse des fabrications fromagères. Il a cependant permis de répondre aux besoins laitiers des produits de diversification (laits conditionnés et ultra-frais) et a surtout permis de remonter les stocks de produits de report à des niveaux proches de l'avant crise.



IMPORTATIONS ET STOCKS

IMPORTATIONS ANNUELLES DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS



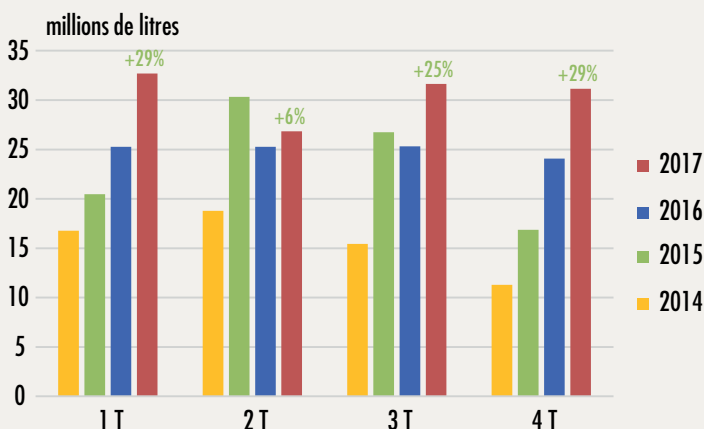
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des importations en hausse sous toutes leurs formes

Alors que la collecte nationale a été à la peine, notamment sur le premier trimestre, les opérateurs français se sont fortement appuyés sur les importations. Après avoir bondi de 52% en 2015 puis 6% en 2016, elles se sont encore accrues de 22% en 2017/2016 pour dépasser les 122 Ml. La croissance par rapport à 2016 a été forte quel que soit le format : +22% pour le caillé (70% des volumes importés) ; +21% pour le lait liquide vrac (28% des volumes importés) et +34% sur le lait concentré (2% des volumes importés) alors que ce dernier semblait en perte de vitesse sur les deux dernières années.

S'il demeure difficile de connaître avec précision la provenance des importations faute de codes douaniers spécifiques aux produits laitiers à base de lait de chèvre, la hausse des disponibilités espagnoles, qui plus est à des prix relativement bas, laisse peu de place au doute.

IMPORTATIONS TRIMESTRIELLES DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS

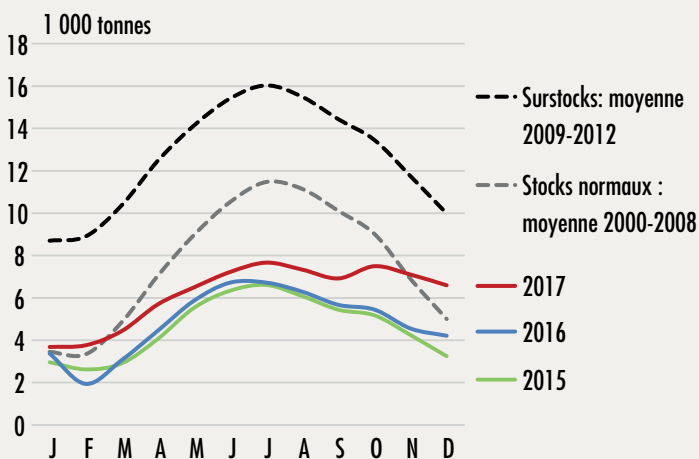


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des importations maîtrisées au pic de collecte

Les importations ont été massives tout au long de l'année 2017 avec seulement 2 mois durant lesquels leur niveau a été inférieur à celui de 2016 (juin et décembre). Le haut niveau du 1^{er} trimestre (+7 Ml) n'est en rien surprenant eu égard au déficit de la collecte nationale sur la période (-6 Ml/2016) dans une période de demande dynamique. Il semble ensuite qu'elles aient été relativement bien maîtrisées au pic de collecte du second trimestre. Les fortes hausses des deux derniers trimestres sont en revanche un peu plus surprenantes. En effet, malgré une collecte nationale très dynamique, en hausse de 6% sur octobre et novembre, les fabricants ont importé en quantités abondantes sur cette même période (+66% et +45%/2016) et ont ainsi reconstitué les stocks de produits de reports.

STOCKS DE PRODUITS DE REPORT EN FIN DE MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les stocks de produits de report en forte hausse

La constitution de stocks-outils de produits de report a pour objectif de maintenir les fabrications stables tout au long de l'année, en dépit de la saisonnalité de la production. Elle se fait habituellement lors du pic de collecte, aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, pour une utilisation en fin d'année. Après deux années marquées de stocks exceptionnellement faibles, l'année 2017 a été assez atypique : ceux-ci ont été reconstitués, essentiellement au 4^{ème} trimestre, et sont remontés à des niveaux proches de ceux de l'avant-crise (2000-2008). Les hausses simultanées de la collecte nationale et des importations sur ce trimestre ont joué à plein, alors que les fabrications fromagères décroissaient. Fin décembre, les stocks s'établissaient ainsi à 6 600 t, soit 57% au-dessus de leur niveau de décembre 2016.

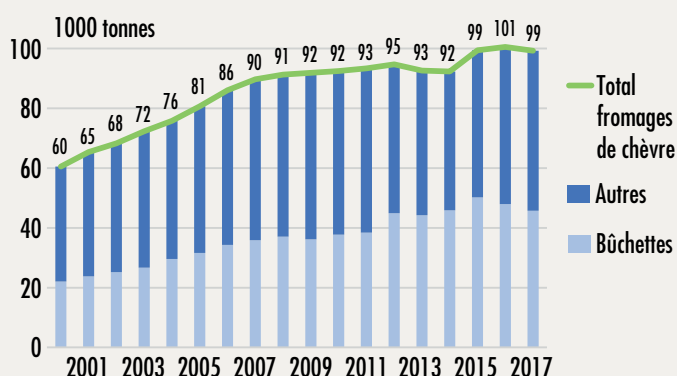
L'indicateur de bonne santé de la filière que constitue le niveau des stocks sera sans aucun doute au centre de toutes les attentions en 2018.

4

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

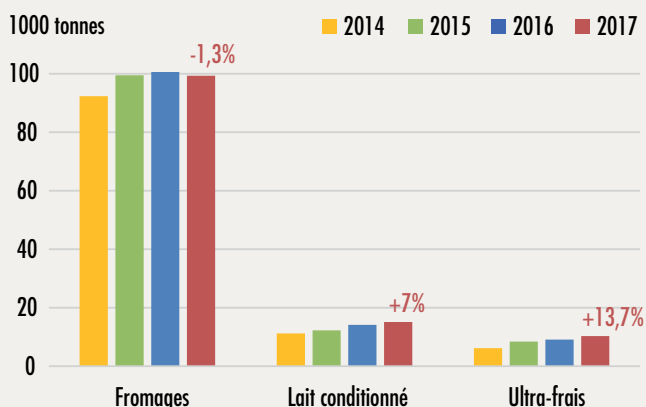
Les fabrications de fromages marquent le pas

Après avoir bondi en 2015 puis dépassé la barre des 100 000 tonnes en 2016, les fabrications de fromages de chèvre se sont repliées de 1 300 tonnes en 2017 (-1,3%), repassant légèrement en-dessous de leur niveau de 2015. Malgré des approvisionnements en hausse de 3%, le marché des fromages semble arriver à maturité après avoir peiné à satisfaire la demande intérieure en 2013 et 2014. Une reconfiguration des fabrications s'est d'ailleurs opérée pour explorer au mieux le marché.

La bûchette cède du terrain

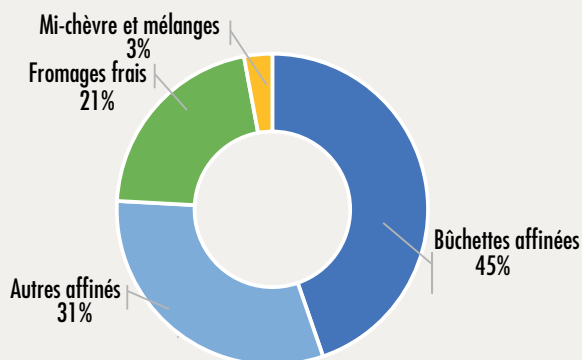
Pour la deuxième année consécutive (après une correction tardive pour 2016), les fabrications de bûchettes ont reculé de 2 200 tonnes (-5%/2016), il s'agit d'ailleurs du principal facteur de diminution des fabrications. Alors qu'elles avaient dépassé la barre des 50 000 tonnes

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE PRODUITS CAPRINS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

RÉPARTITION DES TYPES DE FROMAGES INDUSTRIELS FABRIQUÉS EN 2017



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

et pesaient pour plus de 50% des fabrications en 2015, elles n'en représentent plus que 46% en 2017, à 45 730 tonnes.

Dans la catégorie « autres affinés », certaines fabrications ont également enregistré des replis pouvant être importants à l'image des crottins (-3%, à 4 420 t), chèvre-boîtes (-17%, à 2 000 t) et surtout pyramides (-37%, à 317 t). Pour autant, les fabrications destinées au rayon à la coupe ont enregistré une belle croissance (+11% à 14 310 tonnes), à l'image des bûches (+1 100 tonnes, soit +13%). Ces évolutions semblent marquer une montée en gamme des fromages : alors que la bûchette est en grande partie destinée à un marché sous marque distributeur, le rayon à la coupe jouit d'une image plus qualitative.

De leur côté, les fabrications de fromages frais ont progressé de 800 tonnes d'une année sur l'autre (+4%/2016) à 21 700 tonnes sur l'année 2017. À la croisée des chemins entre tradition et innovation, la faisselle a porté à elle seule cette dynamique. À plus de 2 000 tonnes sur l'année, ses fabrications ont plus que doublé par rapport à 2016 (+130 %). Les autres fromages frais et spécialités à tartiner se sont quant à eux repliés respectivement de 12 et 4%, à 7 850 et 6 830 tonnes.

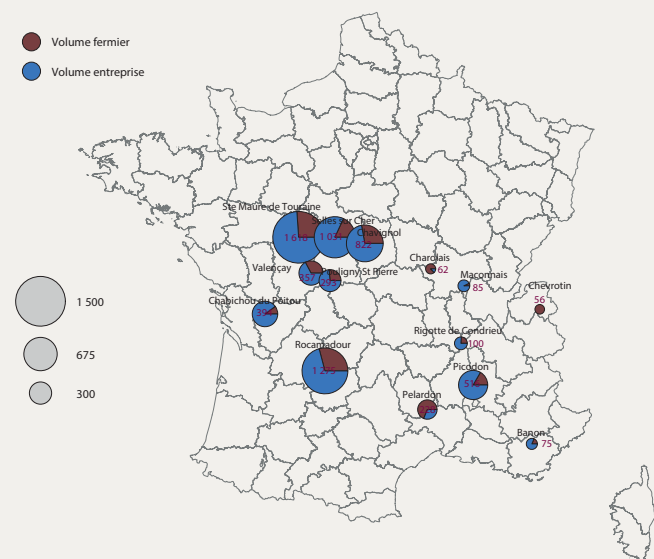
Les fabrications de fromages de mélange restent marginales.

La diversification des fabrications se poursuit

Si le fromage sous ses différentes formes demeure le produit emblématique de la filière caprine et absorbe toujours plus de 95% du lait de chèvre, les produits de diversification, que sont les laits conditionnés et les ultra-frais (yaourts, laits fermentés, desserts lactés...) ne cessent de se renforcer ces dernières années. Alors que le lait de vache souffre d'une désaffection de certains consommateurs, le lait de chèvre voit s'ouvrir des segments qui n'avaient pas encore été explorés. De fait, les fabrications d'ultra-frais au lait de chèvre ont bondi de près de 14% en 2017 et ont ainsi passé la barre des 10 000 tonnes quand celles de lait conditionné, à la croissance un peu moins marquée, ont passé la barre des 15 000 tonnes (+7%).

FABRICATIONS SOUS SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ

LES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS APPELLATION D'ORIGINE PROTÉGÉE EN 2016

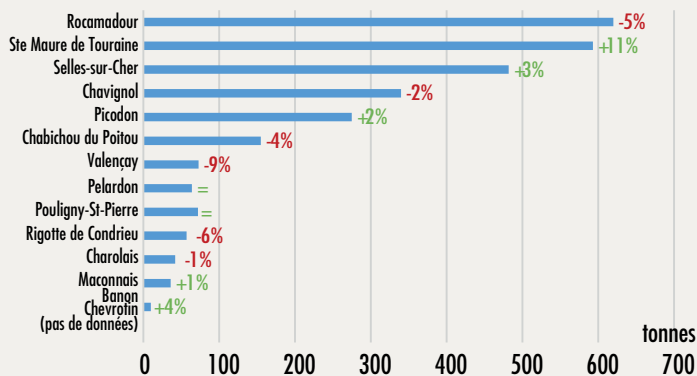


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INAO et CNAOL
Cartographie Cartes & Données - © Artique

Les AOP ont poursuivi leur croissance en 2016

Les fabrications de fromages AOP ont atteint un nouveau record en 2016, à 6 912 tonnes, soit une croissance de 3% par rapport à 2015. Les 14 fromages AOP caprins pèsent pour quasiment 7% des fabrications totales de fromages de chèvre. Les 5 AOP du Centre-Val de Loire représentent près de 60% des volumes d'AOP caprines. En 2016, le Ste Maure de Touraine a gardé la tête du classement avec une croissance de 1% /2016. Il a cependant progressé moins vite que l'ensemble des AOP et ne pèse plus que pour 23% des volumes contre 24% en 2016. Le Selles-sur-Cher, 3^{ème} AOP nationale, a poursuivi sa croissance (+2% /2015), de même que le Crottin de Chavignol (+6%) et le Poulligny-Saint-Pierre (+1%). Seul le Valençay a enregistré un effritement de près de 3%, à 357 tonnes. Ces 5 AOP ont toutes perdu des volumes en production fermière. Dans les autres régions, le Rocamadour, seconde AOP caprine avec 1 275 tonnes, affiche à nouveau une très belle progression (+8% /2015), tout comme le Picodon (+6%). En revanche, le Chabichou du Poitou s'est à nouveau replié (-1%), à 394 tonnes. Les AOP les plus récentes, Chevretyrin, Banon, Mâconnais, Charolais et Rigotte de Condrieu, aux volumes plus réduits, ont connu des évolutions contrastées.

LES VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE ET LEUR ÉVOLUTION EN 2017 PAR RAPPORT À 2016



* Résultats sujets à caution

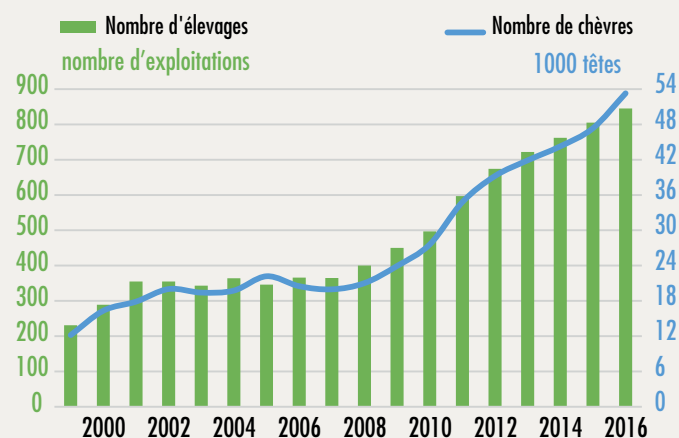
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Hausse des ventes d'AOP en libre-service des GMS en 2017

Contrairement aux fromages de chèvre standards, les fromages AOP sont commercialisés en proportions importantes dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à évaluer. Ceux commercialisés dans le rayon libre-service des GMS sont mieux suivis grâce au panel IRI-CNIEL. En 2017, les ventes de fromages de chèvre AOP dans ce circuit de distribution ont légèrement progressé (+0,6% /2016), à 2 820 tonnes (soit 40% des fabrications totales de fromages AOP).

À 23,3 €/kg, le prix moyen de vente des AOP s'est apprécié de 0,5% /2016 dans un contexte où le prix des fromages de chèvre standard est demeuré stable (10,7 €/kg, +0,1% /2016). Au sein des AOP, les écarts de prix vont du simple au double entre le Poulligny-Saint-Pierre ou le Sainte-Maure-de-Touraine à moins de 19 €/kg et le Banon à près de 43 €/kg.

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL ET DU NOMBRE D'ÉLEVAGES CERTIFIÉS BIO



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Agence Bio

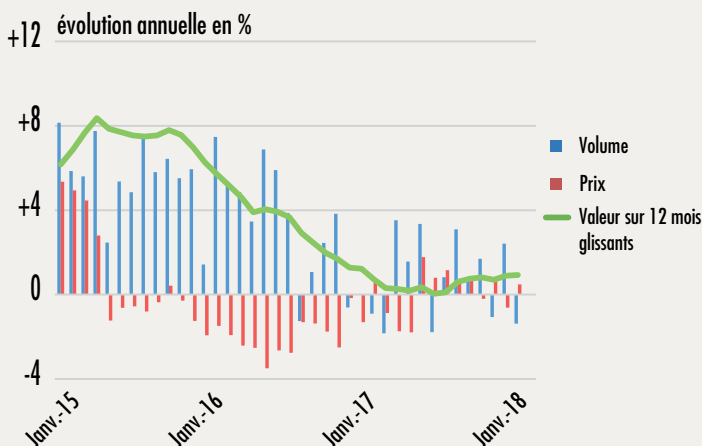
Croissance ferme de la production biologique

En 2016, 845 exploitations caprines étaient certifiées « bio », soit 40 de plus qu'en 2015 (+5%). Le cheptel certifié a en revanche progressé de 13%, à 53 284 chèvres, faisant passer le troupeau moyen de 59 à 63 chèvres. Les conversions étaient également en forte augmentation avec 106 fermes (+29% /2015). La collecte de lait de chèvre biologique (5,7 MI en 2016, +37% /2015) a probablement poursuivi sa croissance en 2017 et devrait continuer d'augmenter en 2018 avec l'afflux de producteurs. Cependant, les producteurs caprins engagés en agriculture biologique recourent pour une grande majorité à la commercialisation en circuits courts (73% selon Agreste). La filière longue est encore en phase de structuration et les informations statistiques encore rares.

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

ÉVOLUTION DES VENTES ET DU PRIX DES FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE DES GMS (DRIVE INCLUS)



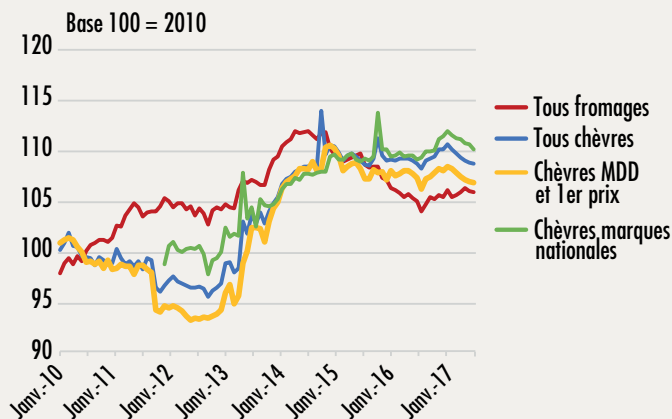
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Croissance ralentie mais demande toujours dynamique

En 2017, les ventes de fromages de chèvre en libre-service des GMS ont représenté un volume de 44 837 tonnes d'après les données IRI-CNIEL, soit 45% des fabrications nationales. Sur l'ensemble de l'année, elles ont progressé d'un peu moins de 1% /2016, en volume comme en valeur. L'évolution des ventes a cependant été contrastée sur l'année avec une alternance entre périodes creuses et périodes dynamiques, à l'image des deux premiers mois en repli par rapport à 2016 suivis d'une période très dynamique entre mars et mai à la faveur d'une diminution des prix.

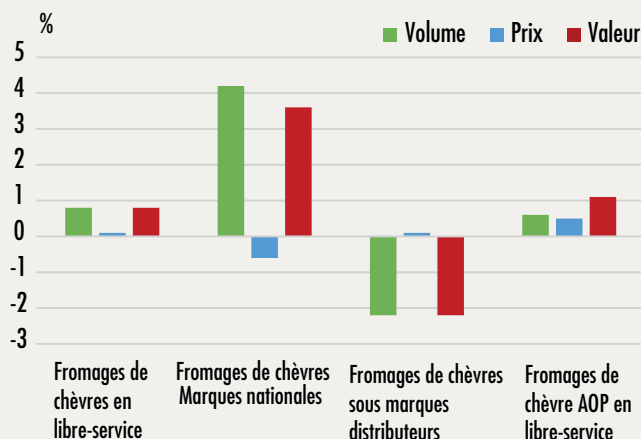
Les bûches et bûchettes affinées restent le *best-seller* en rayon libre-service où elles ont pesé pour 60% des ventes de fromages de chèvre (27 059 tonnes), en croissance de 1,4% / 2016 en dépit du recul de leurs fabrications.

ÉVOLUTION DES INDICES DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

ÉVOLUTION DES VENTES DE FROMAGES DE CHÈVRE EN 2017 PAR RAPPORT À 2016



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Côté fromages frais, les ventes de spécialités à tartiner au chèvre se seraient envolées (+23%) à plus de 275 tonnes mais n'auraient pas empêché une érosion des ventes globales de ce segment, où les formats bûchettes se sont repliés de 5% à 560 tonnes.

Le prix moyen se stabilise

À 11,52 €/kg en moyenne contre 8,82 €/kg tous fromages confondus en rayon libre-service, le prix du fromage de chèvre le classe parmi les produits relativement haut de gamme. Au sein de cette famille et hors-AOP, les bûches et bûchettes affinées (60% des ventes en libre-service) se classent parmi les fromages de chèvre les plus accessibles à 9,13 €/kg. Elles ont connu une relative stabilité de leurs prix (-0,1% / 2016). Globalement, selon que les fromages soient sous marques distributeurs ou marques nationales, la situation a été différente en 2017. Ainsi, avec des prix en légère baisse pour les marques nationales (-0,6%) à 11,05 €/kg, les ventes ont bondi de 4% en volume, et de 3,6% en valeur. À l'inverse, les marques distributeurs ont vu leurs ventes reculer de 2% tant en volumes qu'en valeur avec des prix relativement stables (+0,1%) à 10,18 €/kg.

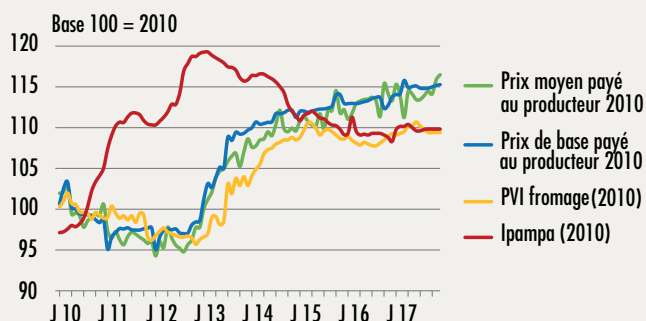
Évolution à contre-courant des PVI des fromages de chèvre

Alors que les fromages dans leur ensemble (largement dominés par les fromages au lait de vache) ont mis fin à l'érosion des prix de vente industriels qui les touchait depuis la mi-2014 à partir de mai (indice 105,3 en février, point le plus bas) pour s'établir à l'indice 107,0 fin décembre (base 100 2010), les fromages de chèvre ont vu leur PVI s'éroder à partir de juin. Ils sont passés de l'indice 112 en juin à 110,2 en décembre. Cette érosion a aussi bien touché les marques nationales que les marques distributeurs. Le rebond de la collecte nationale de lait de chèvre et la récupération des stocks de produits de report à partir de juillet ont probablement contribué à renforcer le pouvoir de négociation des distributeurs, les risques de pénurie d'offre s'éloignant.

5

BILAN
ET PERSPECTIVES

INDICES DES PRIX DU LAIT AU PRODUCTEUR, DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS (PVI) ET IPAMPA (100 EN 2017)



Source : Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

Une situation économique encore favorable à la production

Après une année 2016 redevenue favorable pour la production et la filière, l'année 2017 s'inscrit globalement dans une même dynamique. Si le prix du lait s'est légèrement apprécié (+1,0%), dépassant la barre des 700 € /1 000 litres, le prix des charges en élevage a progressé plus vite de 2%. Toutefois, l'indice IPAMPA est resté sous son niveau de 2015, année qui avait déjà été qualifiée de positive avec un passage au vert de nombreux indicateurs économiques. La filière peine cependant toujours à trouver un véritable rythme de croisière et recourt à des importations importantes. Le défi du renouvellement des générations se fait de plus en plus pressant, les installations demeurant faibles et insuffisantes pour répondre aux besoins présents et futurs de la filière.

PERSPECTIVES 2018 : RETROUVER DES VOLUMES DE PRODUCTION ET RELANCER LES INSTALLATIONS

Croissance probable de la collecte

Amorcé à l'été 2017, le rebond de la collecte s'est poursuivi début 2018 (+ 5% /2017 en janvier). Il devrait se poursuivre en 2018 avec un cheptel national de chèvres et chevrettes étoffé (en hausses respectives de 1% et 5% fin novembre 2017 / 2016) et des fourrages de qualité globalement supérieure à ceux récoltés en 2016. Les principaux bassins de production caprine ayant cependant connu des rendements fourragers en baisse sur 2017, les conditions climatiques du printemps et les récoltes qui en découleront seront déterminantes afin de pérenniser la croissance de la collecte.

La dynamique d'installation est également à suivre de près, les banques restant encore relativement frileuses.

Un nécessaire équilibre à trouver pour les importations

En 2017, la collecte espagnole a dépassé la collecte française pour la première fois depuis plus de 25 ans. Avec les Pays-Bas, ces 3 pays producteurs majeurs disposent de cheptels étoffés fin 2017 qui présagent d'une élévation de leur collecte en 2018. Les disponibilités s'annoncent abondantes et les transformateurs français devront ajuster avec doigté les volumes importés en complément de la collecte croissante pour satisfaire les différents marchés sans déstabiliser le prix du lait.

Avec des stocks de produits de report remontés à plus de 7 400 tonnes fin janvier 2018, soit un niveau plus proche de celui connu pendant la crise des surstocks que sur la période d'avant-crise, la filière se doit de rester sur ses gardes et ne pas répéter les erreurs du passé.

Vers une stabilité des fabrications fromagères ?

Bien que le marché national du fromage de chèvre semble chaque année être arrivé à maturité, il continue à se développer tant bien que mal, ayant vu ses ventes en libre-service des GMS croître encore de près de 1% en 2017. Pour autant, les fabrications de fromages ont reculé d'un peu plus de 1% en 2017 et notamment sur le second semestre (-3% /2016 malgré des approvisionnements en hausse de 8%), laissant présager un écoulement plus difficile des fromages par les transformateurs auprès des distributeurs, ce malgré des prix de vente industriels en baisse.

Le marché des laits conditionnés et des ultra-frais devrait continuer de croître et ainsi permettre de valoriser une part croissante, quoique encore modeste, de la collecte de lait de chèvre.

Une relance des installations toujours attendue

L'installation de jeunes éleveurs constitue toujours le défi majeur de la filière pour au moins stabiliser la production de lait de chèvre français. En effet, alors que l'étiquetage de la provenance est obligatoire depuis plus d'un an et constitue un critère d'achat important pour une partie de la population, les perspectives de moyen et long terme interrogent encore.

La multiplication des crises dans le monde de l'élevage et les attaques régulières subies de la part d'ONG ou de certains médias semblent toujours freiner les vocations, ce malgré les plans ambitieux des laiteries et l'image de la filière caprine qui demeure globalement très positive auprès des consommateurs.



DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2017
Perspectives 2018

N° 487
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins lait 2017.

Perspectives 2018. N° 486 - Février 2018

Dossier annuel Bovins viande 2017.

Perspectives 2018. N° 485 - Janvier 2018

Dossier Chine. Filière laitière - N°484 -
Décembre 2017 (à paraître)

Dossier Nouvelle-Zélande. Filière laitière
N°483 - Novembre 2017 (à paraître)

La filière lait bio en Europe. - N°482 -
Octobre 2017 (à paraître)

Dossier Nouvelle-Zélande. Secteur ovin -
N°481 - Septembre 2017

**Dossier marché mondial des produits
laitiers 2016.** Perspectives 2017. N° 480 -
Juin 2017

**Dossier marché mondial viande bovine
2016.** Perspectives 2017. N° 479 - Mai 2017

Dossier annuel Ovins 2017. Perspectives 2017.
N° 478 - Avril 2017



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez (mariposarts@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret
Crédits photos : ©Agnes Liard - ©Amiot/Avril 16 - ©D. Hardy/La chèvre - ©Dominique Monestier/Flickr - ©DR Cniel - ©DR Institut de l'Élevage -
©Evenkalinbacak/Fotolia - ©Inra Lusignan - ©J. Jost/Institut de l'Élevage - ©Leïla LECARO35 - ©M.C. Leclerc/Institut de l'Élevage -
©Monique Valenti Virazeil 47 - ©P. Bourgault/Cniel - ©Pascal Moreau - ©Public.terres de chèvres.fr - ©Route du chabichou et des fromages de chèvre -
©S. Fraisse/Cniel - ©Studio des deux prairies/Anicap
Directeur de la publication : Martial Marguet
Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 00 18501012
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE